

Nr./N° 4 – Dezember / Décembre 2015

# ENSEMBLE



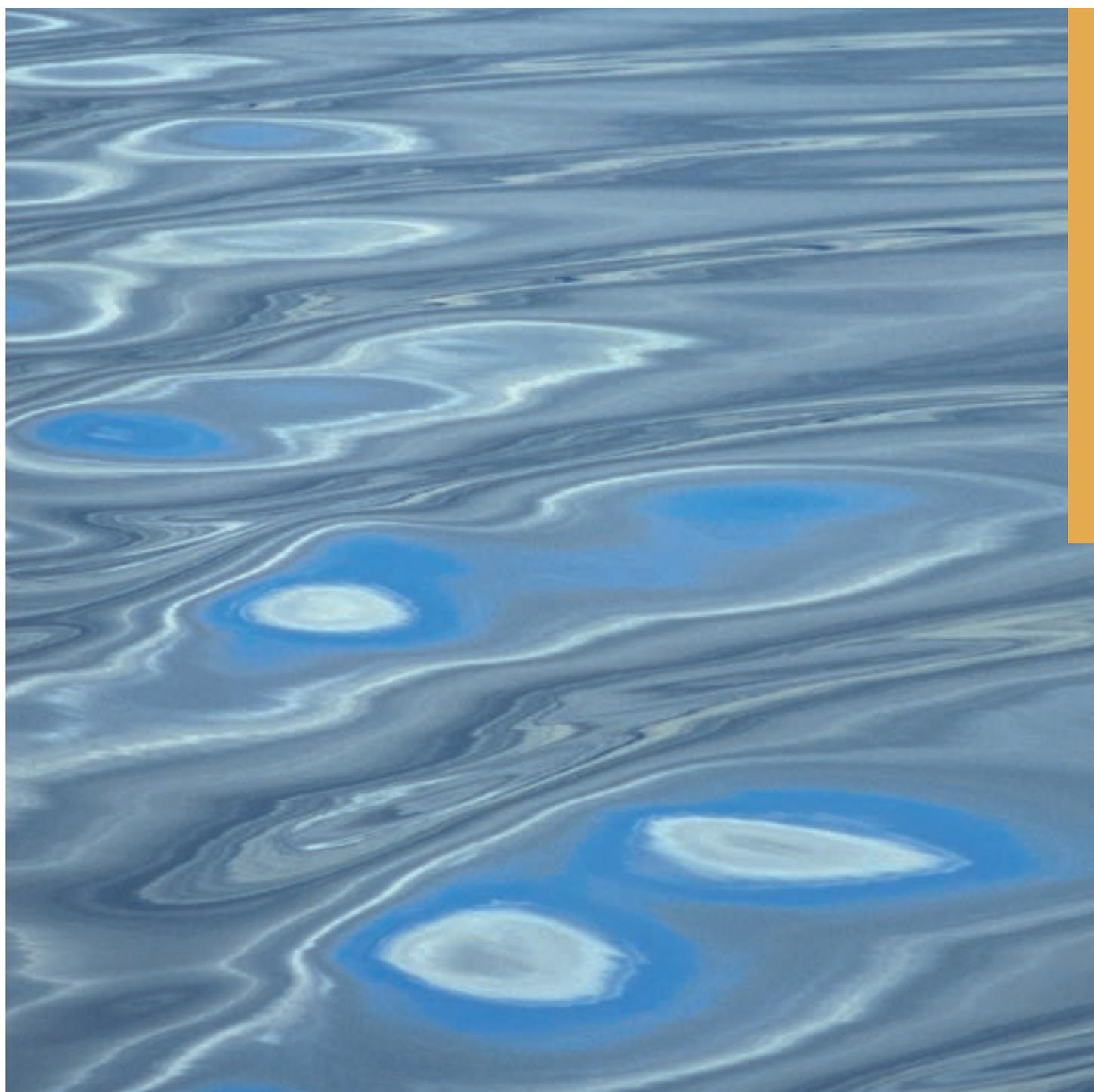
Das Magazin der  
Reformierten Kirchen  
Bern-Jura-Solothurn

*Le Magazine des  
Eglises réformées  
Berne-Jura-Soleure*

---

**Wasser ist ein Menschenrecht** – Herausforderung des 21. Jahrhunderts

*L'eau est un droit humain – Enjeu du 21<sup>e</sup> siècle*



## 4 DOSSIER

# L'EAU EST UN DROIT HUMAIN WASSER IST EIN MENSCHENRECHT

- 4 Enjeu majeur du 21<sup>e</sup> siècle  
*Herausforderung des 21. Jahrhunderts*
- 12 «Ich fühle mich verpflichtet»  
*«J'ai le devoir de m'engager»*
- 16 Lokal Globales bewirken  
*Action locale pour un effet global*
- 18 Der harte Kampf um Ressourcen  
*Une lutte sans relâche*

## 20 FOKUS

Aktuelles aus Bern-Jura-Solothurn  
**FOCUS** *Actualités de Berne-Jura-Soleure*

## 24 KREUZ UND QUER

Aus den Bezirken, Kirchgemeinden und dem Haus der Kirche  
**DE LONG EN LARGE** *Régions, paroisses et Maison de l'Eglise*

## 29 KURZ UND BÜNDIG

Kreisschreiben des Synodalrats  
**EN BREF** *Circulaire du Conseil synodal*

## 36 SCHAUFENSTER VITRINE

## IMPRESSUM

**ENSEMBLE** – Magazin für Mitarbeitende, ehrenamtliche und engagierte Mitglieder der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn / Magazine pour les membres engagés, collaborateurs et bénévoles des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure – **Herausgeberin / Editeur:** Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn / Eglises réformées Berne-Jura-Soleure / Altenbergstrasse 66, Postfach / Case postale, 3000 Bern 22

**Erscheinungsweise / Parution:** 10-mal pro Jahr / 10 fois par année – **Auflage / Tirage:** 5000 – **Nächste Ausgabe / Prochaine parution:** Ende Dezember / fin decembre

**Redaktion / Rédaction:** Adrian Hauser (verantwortlich/responsable), Nicolas Meyer – **Übersetzungen / Traductions:** Antoinette Prince, Rolf Hubler – **Korrektur / Corrections:** Renate Kinzl – **Titelbild / Image de couverture:** Peter Balwin / AURA

**Grafisches Konzept / Concept graphique:** Neidhart Grafik, Klösterlistutz 18, 3013 Bern – **Inhaltliches Konzept und Beratung / Concept du contenu et conseil:** hpe Kommunikation, Sustenweg 64, 3014 Bern – **Layout / Druck / Impression:** Jost Druck AG, Stationsstrasse 5, Postfach 102, 3626 Hünibach

# LIEBE LESERINNEN UND LESER CHÈRE LECTRICE, CHER LECTEUR

Actuellement l'eau est au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Bien que les objectifs du millénaire aient été atteints en matière d'accès à la potable, une partie non négligeable de la population mondiale souffre encore de pénurie où n'a pas accès à une eau salubre. Selon Maude Barlow qui préside le mouvement citoyen canadien «Conseil des Canadiens», une organisation qui s'engage pour le droit des êtres humains à l'eau, plusieurs milliers d'enfants meurent encore chaque jour suite à la consommation d'une eau impropre (voir interview page 14). Cette activiste souligne également que garder l'eau en mains publiques est une condition pour garantir son accès universel. La privatisation abusive peut en effet avoir des conséquences désastreuses pour toute une population.

Pour les Eglises, l'eau relève également d'une dimension spirituelle comme elles le soulignent dans la «Déclaration œcuménique sur l'eau comme droit de l'homme et bien public». L'eau peut être vue comme un don de Dieu mis à la disposition de tous afin d'en faire un usage responsable pour une vie en abondance. Une dimension dans laquelle l'Entraide protestante Suisse (EPER) s'engage au quotidien, notamment au Honduras, où elle soutient des comités locaux dans leur lutte pour sécuriser l'accès à l'eau (voir page 19). Dans la région rurale de Lepaterique, les sources sont mises en danger par l'utilisation d'engrais dans l'agriculture et par une déforestation massive.

Plus proche de nous, l'expérience des «Communautés bleues» permet à des organisations ou des paroisses de s'engager de manière concrète pour le respect de l'accès à l'eau (voir page 17). Une démarche qui souhaite inciter les gens à adopter un comportement responsable face à l'eau potable en consommant notamment de l'eau du robinet.

Aktuell ist Wasser ein zentrales Thema der Internationalen Gemeinschaft. Obwohl die Millenniumsziele in Bezug auf den Zugang zu Trinkwasser erreicht wurden, leidet ein erheblicher Teil der Weltbevölkerung immer noch unter Wassermangel oder hat keinen Zugang zu sauberem Wasser. Gemäss Maude Barlow, die der kanadischen Bürgerbewegung «Council of Canadians» vorsteht, einer Organisation, die sich für das Recht der Menschen auf Wasser engagiert, sterben jeden Tag immer noch Tausende von Kindern, weil sie verseuchtes Wasser trinken (vgl. Interview auf Seite 12). Die Aktivistin ist auch der Meinung, man könne den weltweiten Zugang zum Wasser nur dann garantieren, wenn die öffentliche Hand dafür verantwortlich bleibe. Die missbräuchliche Privatisierung kann nämlich durchaus katastrophale Folgen für eine ganze Bevölkerung haben.

Für die Kirchen umfasst das Wasser auch eine spirituelle Dimension, wie sie in der «Ökumenischen Erklärung zum Wasser als Menschenrecht und öffentliches Gut» festhalten. Wasser kann als Geschenk Gottes angesehen werden, das allen zur Verfügung gestellt wurde, um es vernünftig zu nutzen im Hinblick auf ein Leben im Überfluss. Für diese Dimension engagiert sich das Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz (HEKS) Tag für Tag, insbesondere in Honduras, wo es lokale Komitees in ihrem Kampf für die Sicherstellung des Zugangs zum Wasser unterstützt (vgl. Seite 18). In der ländlichen Region von Lepaterique sind die Quellen wegen der Verwendung von Dünger und der massiven Abholzung gefährdet.

Ein Beispiel aus unseren Breitengraden sind die «Blue Communities»: Organisationen oder Kirchengemeinden engagieren sich konkret für die Respektierung des Zugangs zum Wasser (vgl. Seite 16). Die Idee dahinter: Die Menschen sollen dazu angeregt werden, gegenüber dem Trinkwasser eine verantwortungsbewusste Haltung einzunehmen, besonders indem Wasser ab dem Wasserhahn konsumiert wird.



Nous vous souhaitons une lecture rafraîchissante.  
Wir wünschen Ihnen eine erfrischende Lektüre,

*Nicolas Meyer, rédacteur/Redaktor ENSEMBLE*

# ENJEU MAJEUR DU 21<sup>E</sup> SIÈCLE

L'EAU EST UN DROIT HUMAIN

## HERAUSFORDERUNG DES 21. JAHRHUNDERTS

WASSER IST EIN MENSCHENRECHT

**L'accès à l'eau potable à travers le monde est une préoccupation centrale de ce début de siècle. Plusieurs déclarations font de l'accès à ce précieux liquide un droit fondamental. Bien plus qu'une simple ressource, l'eau est indispensable à toute vie et relève également d'une dimension spirituelle.**

---

*Par Nicolas Meyer*

---

Parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) définis par la communauté internationale en 2000, la cible 7.C visait à réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base d'ici 2015. Parallèlement, l'assemblée générale de l'ONU proclamait la période 2005–2015 décennie internationale de l'eau avec pour slogan «L'eau source de vie». Cette mesure dont l'objectif était d'appeler à davantage d'attention sur les questions relatives aux ressources, fait suite à une résolution qui a posé les bases pour la reconnaissance de l'eau potable et de l'assainissement comme un droit fondamental. En 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une autre résolution dans laquelle elle déclare que le droit à une eau potable, salubre et propre est un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme. La résolution appelle les Etats et les organisations internationales à fournir des ressources financières, à renforcer les capacités et à procéder à des transferts de technologies, grâce à l'aide et à la coopération internationale, en particulier en faveur des pays en développement.

### **Bilan positif**

Ces déclarations de bonnes intentions ont porté leur fruit puisque la cible des OMD sur l'eau potable a été atteinte avec cinq ans d'avance, selon

l'ONU. Entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale utilisant une source d'eau potable améliorée est passée de 76 % à 91%. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale bénéficie de l'eau courante. Les progrès les plus notables ont été observés en Amérique latine et en Asie. L'Afrique subsaharienne est restée en deçà de la cible, mais bénéficie tout de même d'une nette amélioration en matière d'accès à l'eau potable. Aujourd'hui, on estime à 663 millions le nombre de personnes qui utilisent encore des sources d'eau non améliorées, comme des puits non protégés, des sources ou des eaux de surface. On note également une nette progression en matière d'accès à des services d'assainissement de base, bien que la cible des OMD n'ait pas été atteinte. Depuis 1990, 2,1 milliards de personnes supplémentaires ont accès à des installations améliorées.

### **Une dimension spirituelle**

Dans la «Déclaration œcuménique sur l'eau comme droit de l'homme et bien public», les Eglises ont également souligné l'importance de l'eau en y ajoutant une dimension spirituelle. L'eau est une condition fondamentale à toute vie est peut être vue comme un don de Dieu mis à la disposition de tous afin d'en faire un usage responsable pour une vie en abondance. Elle est un bien commun qui ne saurait être privatisé. La déclaration stipule également que l'eau a une importance sociale, culturelle, médicale, religieuse et mystique. Les exemples ne manquent pas: dans la Genèse, il est dit que le souffle de Dieu planait à la surface des eaux. Par l'intermédiaire de Moïse, Dieu a assuré à son peuple l'alimentation en eau lors de la traversée du désert. Pour les chrétiens, la force symbolique de l'eau réside dans le baptême. L'eau a de plus une signification sacrée pour de nombreux peuples et cultures et possède une valeur communautaire, rituelle et traditionnelle.



*L'accès à l'eau potable  
a été nettement amélioré  
en Afrique.*

*In Afrika wurde der  
Zugang zu Trinkwasser  
erheblich verbessert.*

### **Pas de «guerre de l'eau» à l'horizon**

Dans le cadre de l'année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau lancée par l'UNESCO en 2013, il a été démontré, dans une de ses publications, qu'il n'y a aucun signe de guerres relatives à l'eau en perspective, même dans les régions où les ressources diminuent. Bien que de nombreux journalistes aient mis en avant ce sujet et que plusieurs politiciens aient utilisé cette crainte dans leur argumentation le nombre d'exemple de coopération en matière de gestion de l'eau est frappant. Les problèmes qui pourraient être soulevés dans le bassin du Danube, partagé entre 19 pays, ou celui du Nil, qui touche 11 pays, seraient faciles à imaginer. Bien que les infrastructures de l'eau aient souvent été des cibles militaires, aucun Etat n'est entré spécifiquement en guerre pour des ressources en eau depuis que les cités-états de Lagash et d'Umma se sont affrontées dans le bassin du Tigre et de l'Euphrate 2500 ans avant notre ère. Au contraire, de nombreux traités relatifs à l'eau ont été signés, principalement en matière de navigation. Ces dernières années, les accords concernent également question de la

gestion de l'eau, de la lutte contre les inondations et les projets hydroélectriques. Toutefois, l'accès à l'eau peut générer des tensions sociales et économiques.

### **Gare à la privatisation abusive**

L'UNESCO souligne, dans une autre de ses publications, qu'une mauvaise gestion de l'eau peut contribuer à une instabilité locale et provoquer des conflits parfois violents. A Cochabamba, troisième plus grande ville de Bolivie, la privatisation de l'agence de l'eau a déclenché de violentes confrontations. Auparavant, la ville souffrait d'une pénurie d'eau et était approvisionnée de manière irrégulière, la plupart du temps par une eau de qualité médiocre. Dans l'espoir d'améliorer la situation et d'accélérer le rythme de connexion au réseau, le gouvernement bolivien a signé un contrat de concession sur 40 ans avec un consortium privé. Les tarifs de l'eau potable ont alors brusquement augmenté et de nombreux ménages ont dû consacrer une partie considérable de leur budget à payer le service de l'eau, sans la moindre amélioration. Excédée, la population a recouru à

*L'eau: énergie  
de la vie.*

*Wasser: Strom  
des Lebens.*



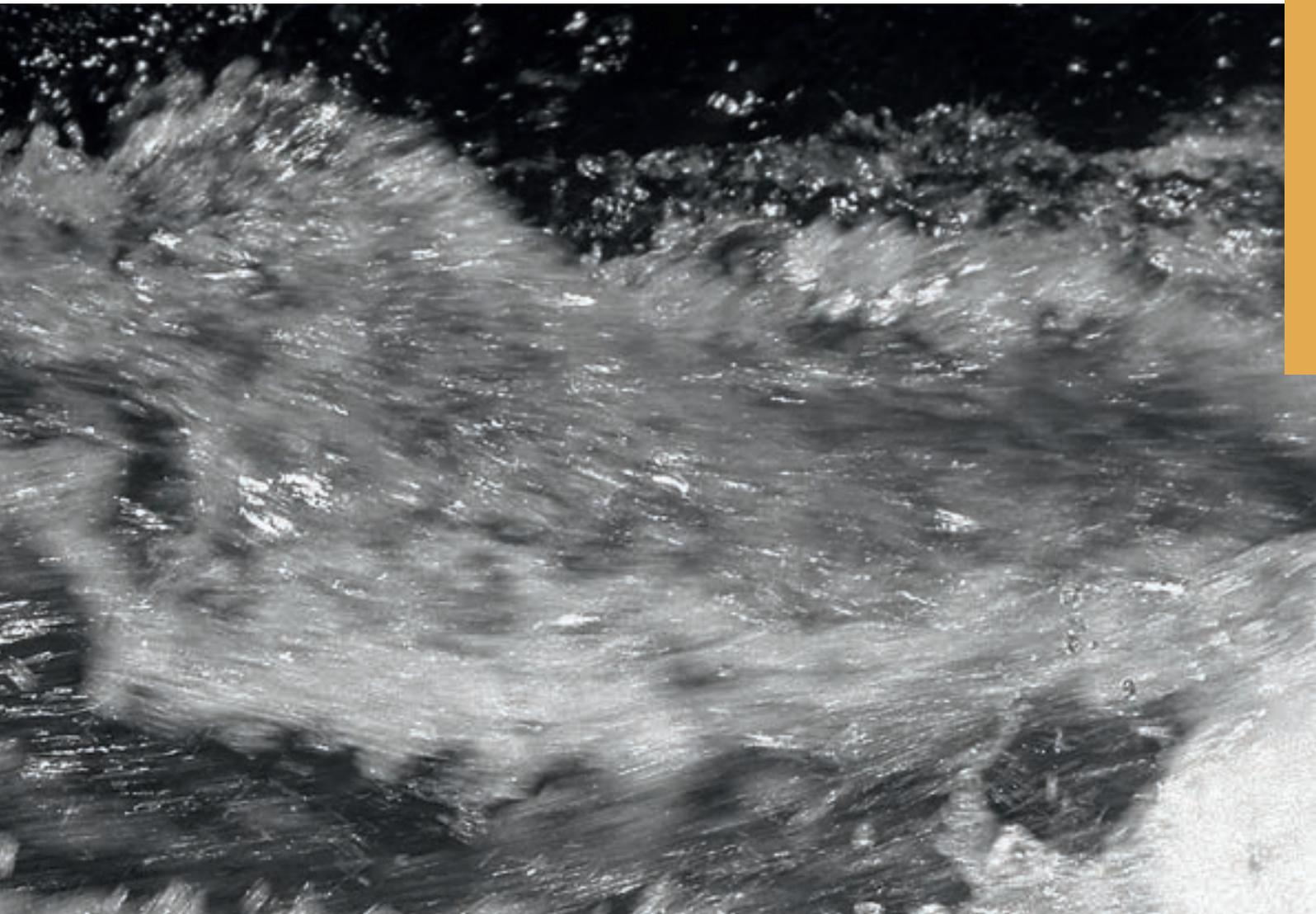
la grève générale, bloquant ainsi les routes pendant quatre jours. Outre le fait de devoir payer plus, les habitants de Cochabamba craignaient que les sources d'eau destinées à l'agriculture, principalement des puits forés par des coopératives de paysans, soient également taxées. Après plusieurs mois de troubles civils, qui ont fait une centaine de blessés et un mort, les protestations ont cessé lorsque le gouvernement a consenti à révoquer le contrat passé avec le consortium et à rendre la gestion du service de l'eau à la municipalité.

### Risque d'exode rural

Pour les professionnels de la sécurité et de la gestion des risques en matière de ressources en eau, le problème majeur se pose dans les régions du monde qui ne bénéficient pas de quantité suffisante d'eau pour irriguer les cultures agricoles. Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie centrale, il arrive fréquemment que des groupes d'hommes au chômage se voient contraint de quitter la campagne pour la ville lorsque l'irrigation des terres devient impossible. Cette migration est

Entre 1990 et 2015, la proportion de la population mondiale utilisant une source d'eau potable améliorée est passée de 76 % à 91 %.

susceptible de créer une instabilité politique qui, lorsqu'elle est transfrontalière, peut également générer des tensions entre Etats. Dans les années soixante, l'Inde a construit à Farraka un barrage qui détournait du Bangladesh une partie des eaux du Gange afin de débarrasser de sa vase le port de Calcutta, à quelque 160 kilomètres au sud. La réduction du débit a limité les quantités des eaux superficielles et souterraines au Bangladesh, entravé la navigation, accru la salinité, dégradé les pêcheries et menacé l'approvisionnement en eau et la santé publique, poussant certains citoyens à migrer. Ironie du sort, surtout vers l'Inde.





© Patrick Lüthy/IMAGOPress.com

*Wasser ist ein öffentliches Gut und hat in vielen Kulturen eine heilige Bedeutung.*

*L'eau est un bien public et possède une dimension sacrée dans de nombreuses cultures.*

**D** Der weltweite Zugang zu Trinkwasser ist eine der zentralen Aufgaben dieses neuen Jahrhunderts. Es existieren mehrere Deklarationen, die den Zugang zu diesem wertvollen Nass als Grundrecht bezeichnen. Wasser ist nicht einfach eine Ressource, es ist unabdingbare Voraussetzung für jegliches Leben und umfasst auch eine spirituelle Dimension.

Von Nicolas Meyer

Unter den von den Vereinten Nationen im Jahr 2000 definierten Millenniums-Entwicklungszielen (MDG) wird im Ziel 7c gefordert, dass die Zahl der Menschen, die über keinen nachhaltigen Zugang zu gesundem Trinkwasser verfügen, bis 2015 um die Hälfte gesenkt werden soll. Parallel dazu hat die Generalversammlung der UNO die Periode 2005–2015 unter dem Slogan «Wasser – Quelle des Lebens» zur internationalen Aktionsdekade des Wassers erklärt. Diese Massnahme, deren erklärtes Ziel es war, die Menschen für Fragen zu lebenswichtigen Ressourcen zu sensibilisieren, wurde im Anschluss an eine Resolution ergriffen, welche die Grundlagen für die Anerkennung des Trinkwassers und der Trinkwasserreinigung als Grundrecht legte. 2010 verabschiedete die UNO-Generalversammlung eine weitere Resolution, in der sie erklärte, dass der Zugang zu eigenem, trinkbarem und gesundem Wasser ein Grundrecht sei, das für die vollumfängliche

Ausübung des Rechts auf Leben und sämtlicher Menschenrechte unverzichtbar sei. Die Resolution fordert Staaten und internationale Organisationen auf, via internationale Hilfe und Zusammenarbeit – besonders zugunsten der Entwicklungsländer – die dafür nötigen finanziellen Mittel zur Verfügung zu stellen, die Kapazitäten auszubauen und den Technologietransfer zu fördern.

#### Positive Bilanz

Diese Deklarationen und guten Absichten haben Früchte getragen, wurde gemäss UNO doch das MDG-Ziel bezüglich Trinkwasser bereits fünf Jahre vor der gesetzten Frist erreicht. Zwischen 1990 und 2015 hat sich der Anteil der Weltbevölkerung mit Zugang zu aufbereitetem Trinkwasser von 76 Prozent auf 91 Prozent erhöht. Heute hat mehr als die Hälfte der Weltbevölkerung Zugang zu fliessendem Wasser. Die grössten Fortschritte wurden dabei in Lateinamerika und Asien gemacht. Afrika südlich der Sahara blieb zwar unter den Zielvorgaben, kann aber doch von einem erheblich verbesserten Zugang zu Trinkwasser profitieren. Die Anzahl der Personen, die heute noch unaufbereitete Trinkwasserquellen wie etwa ungedeckte Brunnen, Quellen oder Oberflächenwasser nutzen müssen, beläuft sich gemäss Schätzungen auf 663 Millionen.

Fortschritte sind auch beim Zugang zu einer Basis-Trinkwasserreinigung zu verzeichnen, obwohl hier die MDG-Ziele nicht erreicht wurden.

Seit 1990 haben zusätzliche 2,1 Mrd. Menschen Zugang zu verbesserten Installationen erhalten.

### Eine spirituelle Dimension

In der «Ökumenischen Erklärung zum Wasser als Menschenrecht und öffentliches Gut» haben die Kirchen ebenfalls die Wichtigkeit des Wassers unterstrichen, indem sie ihm eine spirituelle Dimension verliehen haben. Wasser ist eine Grundvoraussetzung für jegliches Leben und kann als Gottesgeschenk angesehen werden, das allen zur Verfügung gestellt wurde, um es vernünftig zu nutzen im Hinblick auf ein Leben im Überfluss. Es ist ein öffentliches Gut, das nicht privatisiert werden darf. Die Erklärung legt auch fest, dass Wasser eine soziale, kulturelle, medizinische sowie religiöse und mystische Wichtigkeit hat. Dafür gibt es zahlreiche Beispiele: In der Genesis wird gesagt, der Hauch Gottes schwebte über dem Wasser. In der Person von Moses stellt Gott für sein Volk die Versorgung mit Wasser sicher, als es die Wüste durchquert. Für die Christen liegt die symbolische Kraft des Wassers in der Taufe. Wasser hat zudem bei zahlreichen Völkern und Kulturen eine heilige Bedeutung und besitzt einen gemeinschaftsstiftenden, rituellen und traditionellen Wert.

### Kein «Krieg um Wasser» in Sicht

Im Rahmen des von der UNESCO 2013 lancierten internationalen Jahrs der Zusammenarbeit im Bereich Wasser konnte in einer von ihren Publikationen belegt werden, dass es keine offensichtlichen Anzeichen für Kriege um Wasser gibt. Das selbst in Regionen, in denen die Ressourcen am Schwinden sind. Zwar haben einige Journalisten reisserische Artikel zum Thema verfasst, und mehrere Politiker haben die damit verbundenen Ängste für ihre Zwecke instrumentalisiert, aber die vielen Beispiele für die Zusammenarbeit im Bereich Wasser sprechen eine andere Sprache – selbst wenn auch das Gegenteil durchaus denkbar wäre. Die Probleme, die entlang der Donau auftreten könnten, die durch 19 Länder fliesst, oder entlang des Nils, der 11 Ländern Wasser bringt, kann man sich leicht ausmalen. Obwohl Infrastrukturen für Wasser oft militärische Ziele darstellten, befindet sich zurzeit kein Land explizit wegen des Wassers im Krieg. Dies seit sich die Stadtstaaten von Lagash und Umma im Becken des Tigris und des Euphrats vor 2500 Jahren bekriegten. In der Gegenwart wurden zahlreiche auf das Wasser bezogene Verträge abgeschlossen, in erster Linie im Bereich Schifffahrt. In den letzten Jahren kamen auch vermehrt Verträge hinzu, die sich auf das Management des Wassers, die Bekämpfung von Überschwemmungen und hydroelektrische Projekte bezogen. Trotz allem kann der Zugang zu Wasser zu sozialen und ökonomischen Spannungen führen.



© Patrick Lüthy / WACOpess.com

### Vorsicht vor missbräuchlicher Privatisierung

Die UNESCO weist denn auch in einer anderen Publikation darauf hin, dass ein unangemessenes Wassermanagement lokale Instabilität und womöglich gewaltsame Konflikte provozieren könnte. In Cochabamba, der drittgrössten Stadt Boliviens, kam es zu gewaltsamen Zusammenstössen, nachdem die Wasserversorgung privatisiert worden war. Die Stadt hatte zuvor an Wassermangel gelitten und war, meistens in unregelmässigen Abständen, mit Wasser von mittelmässiger Qua-

Zwischen 1990 und 2015 hat sich der Anteil der Weltbevölkerung mit Zugang zu aufbereitetem Trinkwasser von 76 auf 91 Prozent erhöht.

lität versorgt worden. In der Hoffnung, die Situation zu verbessern und den Versorgungsrhythmus des Wassernetzes zu erhöhen, hatte die bolivianische Regierung mit einem privaten Konsortium einen Konzessionsvertrag über 40 Jahre unterzeichnet. Die Tarife für das Trinkwasser wurden kurze Zeit danach massiv erhöht, und zahlreiche Haushalte mussten einen erheblichen Teil ihres Budgets für die Bezahlung der Wasserrechnung aufwenden, ohne dass sich die Qualität des Wassers verbessert hätte. In ihrer Verzweiflung griff die Bevölkerung zum Mittel des Generalstreiks und blockierte während vier Tagen sämtliche Strassen. Neben der Tatsache, dass sie mehr bezahlen mussten, fürchteten die Bewohnerinnen und Bewohner von Cochabamba auch, dass die verschiedenen Quellen, welche die Landwirtschaft mit Wasser versorgten, ebenfalls besteuert würden. Bei den Quellen handelte es sich in erster Linie um Brunnen, die von Bauerngewerkschaften gegraben worden waren. Nach mehreren Monaten mit zivilen Unruhen, die hundert Verletzte und einen Toten forderten, wurden die Proteste eingestellt, nachdem die Regierung zugestimmt hatte, den Vertrag mit dem Konsortium rückgängig zu machen und die Wasserversorgung wieder der Stadtverwaltung zu übertragen.

#### **Risiko einer Landflucht**

Für die Fachleute, die sich um die Sicherheit und das Risikomanagement im Bereich Wasserressourcen kümmern, besteht das grösste Problem in Regionen dieser Erde, die nicht über genügend Wasser für die Bewässerung der landwirtschaftlichen Anbauflächen verfügen. Im Mittleren Osten, in Nordafrika und Asien kommt es oft vor, dass sich ganze Gruppen von arbeitslosen Menschen gezwungen sehen, die ländlichen Gebiete in Richtung Stadt zu verlassen, weil sie nicht mehr genügend Wasser haben, um ihre Felder zu bewässern. Diese Migration führt zu politischer Instabilität. Weil sie grenzüberschreitend ist, kann sie auch Spannungen zwischen Staaten nach sich ziehen. In den 60er-Jahren errichtete Indien in Farraka einen Staudamm, der Bangladesch teilweise das Wasser des Ganges entzog. Der Staudamm sollte den Hafen des 160 Kilometer weiter südlich gelegenen Kalkuttas von Schlamm befreien. Die Abschwächung der Fliesskraft des Ganges führte dazu, dass die Menge des Oberflächen- und Grundwassers in Bangladesch zurückging, die Schifffahrt erschwert wurde, der Salzgehalt zunahm, die Fischgründe kleiner wurden und die Versorgung mit Wasser und damit die Gesundheitsversorgung erschwert wurde, was schliesslich dazu führte, dass es zu einer gewissen Abwanderung der Bevölkerung kam. Ironie des Schicksals: Die Migration fand vor allem in Richtung Indien statt.

*Schmelzwasserfluss  
in der Antarktis.  
Cours d'eau de fonte  
dans l'Antarctique.*



# «ICH FÜHLE MICH VERPFLICHTET»

INTERVIEW MIT MAUDE BARLOW

«J'AI LE DEVOIR DE M'ENGAGER»

INTERVIEW DE MAUDE BARLOW

**Maude Barlow ist Vorsitzende der kanadischen Bürgerbewegung «Council of Canadians». Sie setzt sich für das Menschenrecht auf Wasser ein und gegen eine Kommerzialisierung dieses öffentlichen Gutes. Sie erklärt, was bisher erreicht wurde und warum es trotzdem noch viel zu tun gibt.**

---

Interview von Lisa Krebs,  
Fachbeauftragte Entwicklungszusammenarbeit

---

*Ende 2015 ist die Zeitspanne zur Erreichung der Millenniums-Entwicklungsziele abgelaufen. Das Ziel im Bereich Wasser – die Reduktion der Anzahl Menschen ohne Zugang zu sauberem Trinkwasser – ist erreicht. Heute haben neun von zehn Personen Zugang zu sauberem Wasser. Trotzdem sterben heute täglich Tausende von Kindern aufgrund des Konsums von verunreinigtem Wasser. Warum ist es so schwierig, allen Menschen Zugang zu Trinkwasser zu verschaffen?*

Viele Menschen – ich eingeschlossen – bezweifeln die Aussage der UNO, dass das Ziel im Bereich Trinkwasser erreicht worden ist. Die UNO rechnet den Zugang zu Wasser über die Anzahl neu installierter Rohre. Aber damit wird nicht berücksichtigt, dass viele Rohre und Leitungen schmutziges Wasser transportieren, die neue Infrastruktur eventuell weit von den Leuten entfernt liegt oder der Preis für den Konsum von Wasser aus den neuen Leitungen das Budget der Armen übersteigt. Die UNO anerkennt jedoch, dass das Ziel im Bereich Zugang zu sanitären Installationen weit verfehlt wurde: 2,5 Milliarden Menschen haben keinen Zugang zu Toiletten und Hygiene. Die zunehmende ökologische Wasserkrise hat zur Folge, dass es in manchen Regionen immer schwieriger wird, überhaupt Zugang zu Wasser zu erhalten. Ich denke, diese Themen bleiben be-

stehen, weil viele Regierungen immer noch an ein Marktsystem glauben, das auf der Zusammenarbeit mit privaten Dienstleistern beruht, statt dass öffentliche Systeme finanziell unterstützt werden, von denen eine Mehrheit profitieren würde.

*2010 hat die UNO-Generalversammlung das Recht auf Wasser anerkannt. Wer hat seither von diesem neuen Menschenrecht profitiert? In welchem Sinne unterstützt es das Ziel, dass alle Menschen Zugang zu sauberem Wasser erhalten? Wo liegen die Herausforderungen in der Anwendung und Umsetzung des neuen Rechts?*

Es dauerte sehr lange bis der Entscheid der UNO, dass es ein Recht auf Wasser gibt, den Leuten auch wirklich bewusst wurde. Aber seit die Menschen um das neue Menschenrecht wissen, gibt es viele Zeichen der Hoffnung: Mehrere Länder haben ihre Gesetze angepasst oder die Verfassung ergänzt, um das Recht auf Wasser anzuerkennen. Eine Reihe von Schlüsselentscheidungen von Gerichten unterstützt zudem die UNO-Resolution. Verschiedene Gruppierungen nutzen die Resolution, um das Recht auf Wasser zu fördern, wo es vorher bestritten war. Dies beispielsweise in Detroit, wo Menschen einfach von der Wasserversorgung abgeschnitten wurden, oder in Mexiko, wo die lokale Industrie durch Öl- oder Erdgasbohrungen Trinkwasserquellen verschmutzt. Zudem wurde das Recht auf Wasser erfolgreich ins Feld geführt, um die Rückgabe von privatisierten Wasserversorgungen an die öffentliche Hand zu bewirken.

*In Ihrem Buch «Blaue Zukunft» erklären Sie anhand verschiedener Beispiele aus dem Norden und dem Süden die Bedeutung von Wasser als öffentliches Gut als Grundvoraussetzung dafür, dass alle Menschen Zugang zu Wasser erhalten. Können Sie diese Bedeutung kurz erläutern?*

Wasser ist ein öffentliches Gut und muss einer öffentlichen Treuhandschaft unterstehen. Wir brauchen Wasser zum Leben, und es muss verstanden werden, dass es den Menschen gehört, dem Ökosystem und den künftigen Generationen. Regierungen müssen für uns sorgfältig und treuhänderisch mit dem Wasser umgehen. Wasser darf nicht für private Gewinne verwendet und es darf nicht auf dem öffentlichen Markt gehandelt und verkauft werden.

*Wir in der Schweiz sind privilegiert: Die Wasserversorgungen befinden sich weitgehend in der öffentlichen Hand und sauberes Trinkwasser ist eine Selbstverständlichkeit. Welches könnte unser Beitrag sein, damit weniger privilegierte Menschen in anderen Regionen der Welt Zugang zu Wasser erhalten?*

Die Schweiz ist wie mein Heimatland Kanada gesegnet mit Wasser. Damit tragen wir auch Verantwortung, wir müssen sorgfältig mit der Ressource umgehen und anderswo ebenfalls dafür einstehen. Unsere Regierungen und Hilfsorganisationen müssen das Recht auf Wasser überall auf der Welt fördern. Das heisst öffentliche Dienstleistungen im Bereich Wasser unterstützen, wo Länder Hilfe brauchen. Die Förderung der Privatisierung von Wasserversorgungen im Ausland bei gleichzeitigem Geniessen von Wasser von der öffentlichen Hand daheim ist falsch.

*Seit 2011 gibt es die Blue-Community-Initiative. Die Initiative setzt sich ein für Wasser als öffentliches Gut und als Menschenrecht. Nebst verschiedenen Blue Communities in Kanada und Brasilien gibt es auch in der Schweiz vier davon: Stadt und Universität Bern, die Kirchgemeinde Johannes in Bern sowie die Gewerkschaft Syndicom. Warum ist das Engagement der Blue Communities wichtig?*

Ich hoffe, dass sich das Konzept der Blue Communities überall auf der Welt verbreitet und bin glücklich, dass die Schweiz die Idee bereits aufgegriffen hat. Blue Communities erlauben uns, für etwas zu sein und nicht nur gegen etwas. Es ist zudem eine Möglichkeit für lokale Gemeinschaften, auf grass-root-level eigene Werte in Bezug auf Wasser festzulegen. In Kanada gibt es eine kleine Gemeinschaft in der Georgian Bay, wo alle – Restaurants, Hotels, Läden, Schulen – sich bereit erklärt haben, auf Flaschenwasser zu verzichten. Im Umkreis von vielen Kilometern erhält man nirgends Flaschenwasser. Die Leute sind tief besorgt – wie wir das auch sein sollten – über die Verschmutzung der Grossen Seen mit Mikropartikeln von Plastik.

*Vor kurzem wurden als Nachfolge auf die Millenniumsziele die Nachhaltigkeitsziele deklariert.*



*Was erwarten Sie von ihnen, sind sie Schlüssel dafür, dass alle Menschen Zugang zu sauberem Wasser erhalten?*

*Maude Barlow  
in Bern.*

Wir kämpften hart, aber erfolgreich dafür, dass das Recht auf Wasser und sanitäre Anlagen in die neuen Nachhaltigkeitsziele aufgenommen wird. Das heisst aber nicht, dass plötzlich alles gut ist und jedermann Zugang zu sauberem Wasser und sanitären Anlagen hat. Aber es ist eine Erklärung der Familie der Menschen, dass niemand zusehen sollen muss, wie seine Kinder wegen Mangel an Wasser sterben, weil nicht Geld für die Bezahlung von sauberem Wasser vorhanden war.

*Eine letzte und persönliche Frage: Sie sind eine sehr prominente Wasseraktivistin mit langjähriger Erfahrung auf dem Gebiet. Angesichts des Bevölkerungswachstums, des zunehmenden Drucks auf die natürlichen Ressourcen und der Umweltschäden ist Ihr unermüdlicher Kampf für Wasser als öffentliches Gut und Menschenrecht sehr bemerkenswert. Was ist Ihre Quelle für dieses grosse Engagement? Werden Sie noch Zeugin davon, dass alle Menschen Zugang zu sauberem Wasser haben?*

Ich weiss nicht, ob ich diesen Tag erleben werde, an dem alle sauberes Wasser haben und ein Leben in Würde führen. Aber ich glaube an eine tiefsitzende Tugendhaftigkeit in den meisten Menschen und vertraue darauf, dass wir uns gemeinsam in eine bessere Zukunft bewegen können. Meine Sorge gilt der ökologischen Wasserkrise: Sie erschwert es, unser Versprechen einzulösen, dass alle Menschen sauberes Wasser erhalten werden. Aber ich fühle mich verpflichtet, eine Bewegung zu bilden, welche sich der unterschiedlichen Herausforderungen annimmt und sich für die blaue Zukunft einsetzt.

**F Maude Barlow préside le mouvement citoyen canadien «Conseil des Canadiens», une organisation qui s'engage pour le droit des êtres humains à l'eau et contre la commercialisation de ce bien universel. Alors que certains objectifs en la matière ont pu être atteints, la militante explique pourquoi il reste encore beaucoup à faire.**

Propos recueillis par Lisa Krebs, collaboratrice spécialisée en charge de la coopération au développement

*L'échéance des objectifs du Millénaire pour le développement arrive à son terme fin 2015. Dans le domaine de l'eau, la cible est atteinte: réduire de moitié le nombre de personnes qui ne bénéficient pas d'un accès à l'eau potable. Aujourd'hui, neuf personnes sur dix ont cet accès. Pourtant, des milliers d'enfants meurent encore chaque jour après avoir consommé de l'eau insalubre. Pourquoi est-ce si difficile de procurer de l'eau potable à tout le monde?*

Comme beaucoup d'autres personnes, je questionne l'affirmation que l'objectif en termes d'eau potable est atteint. L'ONU se base sur le nombre de nouvelles conduites installées. Mais elle ne tient pas compte du fait que nombre de ces conduites transportent de l'eau insalubre, que les nouvelles infrastructures se trouvent parfois loin des populations ou que le prix de la consommation d'eau provenant de ces nouvelles installations est

trop élevé pour les populations les plus pauvres. L'ONU reconnaît en revanche que l'objectif d'accès à l'assainissement n'est de loin pas atteint: 2,5 milliards de personnes ne bénéficient toujours pas de toilettes ou d'accès à l'hygiène. Avec la crise écologique de l'eau, certaines régions du monde ont même de plus en plus de difficulté à simplement trouver de l'eau. Si ces problèmes perdurent, c'est parce que de nombreux gouvernements se fient encore à un marché basé sur la collaboration avec des prestataires privés, au lieu de financer des infrastructures publiques qui profiteraient au plus grand nombre. L'Assemblée générale de l'ONU a reconnu en 2010 le droit fondamental à l'eau potable. Mais qui a pu réellement profiter de ce nouveau droit humain à ce jour?

*Dans quelle mesure ce droit favorise-t-il l'objectif d'un accès universel à l'eau potable? Quels défis représentent l'application et la mise en œuvre de ce nouveau droit fondamental?*

Il a fallu très longtemps pour que les gens prennent vraiment conscience de ce droit à l'eau proclamé par l'ONU. Mais depuis qu'il y a cette prise de conscience, nous voyons des raisons d'espérer. Plusieurs pays ont adapté leurs lois ou amendé leur Constitution afin de reconnaître le droit à l'eau. Par ailleurs, la résolution de l'ONU s'est vue étayée par une série de décisions de justice. Certaines organisations se sont servies de cette résolution pour faire valoir le droit à l'eau là où il était menacé. Comme à Detroit (Etats-Unis) par exemple, où certaines personnes étaient simplement coupées du réseau d'eau. Ou au Mexique, où l'industrie locale a contaminé des sources d'eau potables par des forages de pétrole ou de gaz: là aussi, le droit à l'eau a servi de justification pour la restitution en mains publiques de réseaux privatisés.

*Dans votre livre «Blue Future», vous démontrez que garder l'eau en mains publiques est une condition pour garantir son accès universel. Vous citez plusieurs exemples de pays du Nord et du Sud. Pouvez-vous nous expliquer cela?*

L'eau est un bien public qui doit être confié une entité publique. Nous avons tous besoin d'eau pour vivre. Il faut bien comprendre que l'eau appartient aux êtres humains, à l'écosystème et aux générations futures. Les gouvernements doivent gérer l'eau avec précaution et sens des responsabilités. L'eau ne devrait pas servir des intérêts privés ni être vendue ou commercialisée sur les marchés publics.

*En Suisse, nous sommes privilégiés: l'approvisionnement se trouve en grande partie en mains publiques et l'eau potable et salubre est un acquis. Comment pourrions-nous contribuer à l'accès*

*à l'eau potable pour des populations moins privilégiées?*

La Suisse est choyée en termes d'eau, tout comme mon pays, le Canada. Cette abondance nous donne la responsabilité de prendre soin de cette ressource et de nous engager si elle est menacée ailleurs dans le monde. Nos gouvernements et nos ONG doivent promouvoir et défendre ce droit à l'eau dans le monde entier. Par exemple en soutenant des infrastructures et des services publics dans des pays qui ont besoin d'aide. Il serait fallacieux de favoriser la privatisation de l'eau à l'étranger alors que nous profitons d'une eau du service public chez nous.

*L'initiative Blue Community (Communauté bleue) existe depuis 2011. Elle milite pour l'eau comme bien public et droit humain. Le Canada et le Brésil hébergent plusieurs de ces communautés. En Suisse, on en compte quatre: la Ville et l'Université de Berne, la paroisse Saint Jean à Berne et le syndicat des médias et de la communication Syndicom. Pourquoi l'engagement de ces communautés est-il si important?*

J'espère que le concept des Communautés bleues va essaimer partout dans le monde et je suis très heureuse que l'idée ait déjà pris en Suisse. Ces initiatives nous permettent d'être pour quelque chose, non pas toujours contre. Elles représentent aussi une possibilité pour les communautés locales de déterminer leurs propres valeurs concernant l'eau, à leur niveau très concret. Nous avons une petite communauté au Canada, dans la Baie géorgienne (dans les Grands Lacs, au nord-ouest de Toronto nldr.) où tout le monde a décidé de renoncer à l'eau en bouteille: hôtels, restaurants, magasins ou écoles, plus une seule bouteille d'eau n'est vendue dans un périmètre de plusieurs kilomètres. Les gens là-bas se font beaucoup de souci pour la pollution des Grands Lacs par les microparticules de plastique. Nous devrions aussi nous en faire.

*Il y a peu, les Objectifs de développement durable (ODD) ont pris le relais des objectifs du Millénaire. Quelles sont vos attentes? Représentent-ils la solution pour assurer un accès à l'eau potable pour tous?*

Nous nous sommes beaucoup battus pour que le droit à l'eau et à l'assainissement soit intégré aux nouveaux Objectifs de développement durable, et nous l'avons obtenu. Cela ne veut pas dire que tout va bien et que tout d'un coup, tout le monde y aura accès. Mais par cet engagement, la famille humaine déclare solennellement que plus personne ne devrait voir son enfant mourir par manque d'eau, ou parce qu'il n'a pas assez d'argent pour se procurer de l'eau potable.

*Une dernière question, plus personnelle: vous êtes une militante de premier plan dans le domaine de l'eau et disposez d'une longue expérience de terrain. Votre lutte sans relâche en faveur de l'eau comme bien public et comme droit fondamental est remarquable, surtout dans un contexte de croissance démographique, de pression grandissante sur les ressources naturelles et des dommages à l'environnement. Quelle est votre source à vous pour cet engagement? Pensez-vous que vous verrez un jour l'ensemble de l'humanité bénéficier d'un accès à l'eau potable?*

J'ignore si je connaîtrai le jour où tous les êtres humains auront de l'eau potable et vivront dans la dignité. Mais je suis convaincue de la vertu de la plupart des gens et je crois profondément que nous sommes capables d'aller ensemble vers un avenir meilleur. Mon souci concerne plutôt la crise écologique de l'eau: à cause de cette crise, il est plus difficile de remplir notre promesse de procurer de l'eau potable à l'ensemble de l'humanité. Mais je pense avoir le devoir de lancer un mouvement qui s'attaque à ces défis et qui s'engage pour un «avenir bleu».

Maude Barlow  
à Berne.



# LOKAL GLOBALES BEWIRKEN

DAS BEISPIEL KIRCHGEMEINDE JOHANNES BERN

## ACTION LOCALE POUR UN EFFET **GLOBAL**

L'EXEMPLE DE LA PAROISSE SAINT-JEAN À BERNE

**Die OeME-Herbsttagung für einen gerechten Zugang zu Wasser findet in der Kirchgemeinde Johannes in Bern statt. Nicht nur wegen Lage und Infrastruktur eine gute Wahl, sondern auch vom Thema: Denn sie ist eine der ersten «Blue Communities».**

Von Karl Johannes Rechsteiner

Im Eingangsbereich des Kirchgemeindehauses im Berner Breitenrain ist ständig etwas los: Da sitzen tamilische Frauen in den Sesseln und warten auf Kinder vom Nachhilfeunterricht. Ein Quartierbewohner studiert die Tageszeitung. Oder Jugendliche vom Theaterensemble sind an den Tischchen in Diskussionen verwickelt: Sie spielen im Stück «Draussen bei den Heiden» auf berührende Weise Szenen zu Mission, Rassismus und Sklaverei. Mittdrin, gut frequentiert, der Kaffeeautomat mit fair-trade-zertifiziertem Angebot. Wer auf seinen Becher wartet, erblickt eine Auszeichnung an der Wand: Die evangelisch-reformierte Johannes-Kirchgemeinde sei eine «Blue Community».

Spürbar wird das sofort, wenn jemand Wasser statt Kaffee trinken will: Hier gibts keine Flaschen mit Blöterliwasser, sondern fantastisches «Hahnenburger». Meist besser als bekannte Mineralwasser-Marken, erklärt Pfarrer Jürg Liechti-Möri: «Wer lokales, nicht abgefülltes und nicht transportiertes Wasser trinkt, schont die Umwelt», stellt er fest: «Die Bereitstellung von Leitungswasser benötigt tausend Mal weniger Energie als jene von Mineralwasser.» Beschwert hat sich bisher niemand. Das Zeichen für nachhaltigen Umgang mit Wasser kommt gut an. Jung und Alt leuchtet es sofort ein, weiss Jürg Liechti.

### **Wasser als öffentliches Gut**

In der Johanneskirche wird die Wasserfrage seit 2009 immer wieder thematisiert. Begegnungen mit dem brasilianischen Wasserkämpfer Franklin Frederick schärfen das Bewusstsein und auch die

biblische Auseinandersetzung brachte neue Gedanken: «Der Herr ist mein Hirte; mir wird nichts mangeln», heisst es im Psalm 23, und «... er führt mich zum frischen Wasser.» Diese Verheissung hat einen praktischen oder gar politischen Hintergrund. Sie spielt an auf Auseinandersetzungen rund um Brunnen und proklamiert den Zugang zu Wasser für alle. So ist die uralte Geschichte heute hochbrisant, wenn zum Beispiel Grosskonzerne Hilfswerke als extrem bezeichnen, die sich für das öffentliche Recht auf Wasser einsetzen.

Blue Communities wie die Johannes-Kirchgemeinde wollen Menschen anregen, in ihrem Umfeld Leitungswasser zu trinken und sich um verantwortungsvollen Umgang mit Trinkwasser zu sorgen. Sie verpflichten sich zu vier Grundsätzen: Anerkennung des Wassers als Menschenrecht; Leitungswasser anstelle von Flaschenwasser trinken; Wasserdienstleistungen bleiben in der öffentlichen Hand; Partnerschaften mit internationalen Partnern pflegen.

### **Brunnen-Spaziergänge**

Die Kirchgemeinde kam angeregt durch den Einsatz der Fachstelle OeME in Kontakt mit der Blue Community-Bewegung. Und über die OeME-Arbeit ist es auch möglich, sich international und vor allem in Entwicklungsländern für Wasser als Menschenrecht einzusetzen. Zuallererst jedoch ist dieses Engagement ein lokaler Einsatz fürs globale Thema. So sind auch die Berner Brunnen-Spaziergänge der Johanneskirche entstanden,

Hierzulande sei der Zugang zum Trinkwasser dermassen selbstverständlich, dass die Thematik zuerst manchmal fremd wirke, stellt Jürg Liechti fest. Doch eigentlich sei das Mitmachen als Blue Community ganz einfach: «Allerdings muss der Bewusstseinsprozess immer wieder neu gemacht werden», sagt er und nimmt noch einen Schluck Leitungswasser.

Für weitere Infos: [www.bluecommunity.ch](http://www.bluecommunity.ch)

**F** C'est dans la paroisse Saint-Jean à Berne que s'est tenu le séminaire d'automne de l'OeTN (Services Œcuménisme Terre Nouvelle), centré sur le thème de l'accès plus équitable à l'eau. Le choix du lieu était judicieux: cette paroisse est l'une des premières «Communautés bleues» en Suisse.

Par Karl Johannes Rechsteiner – Il se passe toujours quelque chose dans le hall d'entrée de la maison de paroisse située dans le quartier de Breitenrain à Berne: des femmes tamoules attendent leurs enfants à la sortie du cours de rattrapage scolaire. Un habitant du quartier épluche le journal du jour. Des jeunes de la troupe de théâtre sont plongés dans d'intenses discussions autour d'une table: ils préparent une pièce poignante sur les missions, le racisme et l'esclavage. Au milieu de toute cette animation, le distributeur de café propose ses breuvages estampillés «commerce équitable». Si l'on prend la peine de lever les yeux en attendant son gobelet, on peut lire sur le mur: la paroisse réformée de Saint-Jean est une «Communauté bleue».

Premier indice de cet engagement «bleu»: celui qui veut boire de l'eau ne trouvera pas de bouteille remplie de liquide à bulles, mais un excellent «Château la Pompe»! Une eau du robinet bien souvent meilleure que les marques d'eaux minérales bien connues, explique le pasteur Jürg Liechti-Möri. «Boire de l'eau d'ici, pas embouteillée ni transportée permet de ménager l'environnement», assure-t-il. «Il faut mille fois moins d'énergie pour fournir de l'eau du robinet que de l'eau minérale». Personne ne s'est plaint jusque-là de l'absence de petites bouteilles, souligne le pasteur. Ce premier pas vers une utilisation durable de l'eau semble bien compris et accepté, tant auprès des jeunes que par les autres générations.

### L'eau, un bien public

Depuis 2009, la question de l'eau est thématifiée régulièrement dans la paroisse Saint-Jean. Des rencontres avec le militant brésilien Franklin Frederick ont aiguisé les consciences. De même, la réflexion sur certains passages bibliques fait évoluer les mentalités: «L'Eternel est mon berger: je ne manquerai de rien», rappelle le psaume 23. Et: «... il me conduit vers l'eau vive.» Cette promesse comporte une dimension concrète, voire politique. Elle se réfère à des débats autour du puits et proclame l'accès à l'eau pour tous. Cette histoire séculaire est aujourd'hui d'une actualité brûlante: prenons seulement l'exemple des multinationales qui accusent les ONG d'extrémisme lorsqu'elles se battent pour un accès universel à l'eau.

Les Communautés bleues comme celles de la paroisse Saint-Jean souhaitent inciter les gens à utiliser de l'eau du robinet et à adopter plus



globalement un comportement responsable face à l'eau potable. Elles s'engagent à respecter quatre principes.

### Les promenades-fontaines

C'est par le biais de OeTN que la paroisse est entrée en contact avec le mouvement des Communautés bleues. Et c'est grâce au travail de l'OeTN qu'elle peut s'impliquer pour l'eau comme droit humain sur le plan international, surtout dans des pays en développement. Dans un premier temps, cet engagement est une action locale pour une cause globale. C'est ainsi que sont nées les promenades-fontaines de l'église Saint-Jean.

En Suisse, l'accès à l'eau potable est si naturel que cette thématique peut paraître bizarre à prime abord, constate Jürg Liechti. Finalement, ce n'est pas si compliqué de participer en tant que Communauté bleue. «Même si la prise de conscience doit toujours être relancée», nuance-t-il en avalant encore une gorgée d'eau... du robinet.

Pour plus d'informations: [www.bluecommunity.ch](http://www.bluecommunity.ch)

*Bei der Kirchgemeinde Johannes gibt es «Hahnenburger».*

*A la paroisse de St-Jean, on se sert au «château la Pompe».*

# Der harte Kampf um Ressourcen

**In Lepaterique, Honduras, ist Wasser ein hart umkämpftes Gut. Die Abholzung der Wälder bedroht die Quellen und der Einsatz von Düngemittel verschmutzt das Wasser. Zusammen mit lokalen Organisationen setzt sich HEKS für eine Verbesserung der Lebensbedingungen in dieser ländlichen Gegend ein.**

Adrian Hauser – Währendem wir in der Schweiz auch in Sachen Wasser relativ luxuriös leben, ist anderswo Wasserknappheit an der Tagesordnung und ist manchmal sogar lebensbedrohlich. So etwa in der Gemeinde Lepaterique in Honduras. Die ländliche Ortschaft befindet sich auf einer teilweise bewaldeten Hochebene 40 Kilometer von der Hauptstadt Tegucigalpa entfernt. Der grösste Teil des in der Hauptstadt konsumierten Wassers stammt aus Quellen auf dem Gebiet von Lepaterique. Doch ihre Wasserreserven sind zurzeit massiv bedroht. Dies aus verschiedenen Gründen, wie Sandra Wicki, Programmbeauftragte für Kolumbien und Honduras vom HEKS (Hilfswerk der Evangelischen Kirchen Schweiz), erklärt.

Durch die Nähe zur Hauptstadt und die günstigen klimatischen Bedingungen für den Anbau von Gemüse sei der Verbrauch von natürlichen Ressourcen durch Dritte sehr hoch. Die Urbanisierung schreitet voran, weil immer mehr Stadtbewohner Land in Lepaterique kaufen. Gleichzeitig nimmt die Gemüseproduktion durch den Einsatz

von chemischen Düngemittel zu und verschmutzt die Wasserquellen. Doch auch die Abholzung ist gemäss Sandra Wicki eine Gefahr für die Wasserreserven. Traditionellerweise war die Gemeinde Lieferantin von Brennholz, Kiefernharz und Holzkohle. Was früher die Existenz von Familien und Kleinunternehmen sicherte, ist jetzt oft in den Händen von Grossunternehmen. Diese holzen Wälder im grossen Stil ab, teils legal mit Erlaubnis des Staates, aber auch illegal. Durch die Zerstörung der Vegetation nimmt die Menge des Wassers von den Quellen ab. Die Folge ist: «Die Bedrohung der Wasserressourcen durch Abholzung, Verschmutzung und Übernutzung hat fatale Folgen für die Gesundheit der Bevölkerung», erklärt Sandra Wicki.

## Gegenstrategien

Um die Situation zu verbessern, bildete die Bevölkerung lokale Wasserkomitees. Diese kümmern sich um den Aufbau von Leitungswasser-Systemen, da die Versorgung über Wasserquellen an der Erdoberfläche zunehmend schwieriger wird. Gleichzeitig nehmen sie aber auch Einfluss auf die Gesetzgebung bei den lokalen Regierungen und bei anderen staatlichen Institutionen, um die Zonen für die Wassereinzugsgebiete rechtlich festzulegen und zu schützen. Umweltschutzkomitees jeder Gemeinde überwachen zudem permanent die vorhandenen Waldgebiete, um illegalen Holzschlag zu verhindern, zu dokumentieren und den zuständigen Behörden zu melden.

HEKS arbeitet mit lokalen Organisationen zusammen und unterstützt sie im Kampf um Land und natürliche Ressourcen. So beispielsweise die Organisation «Red de CODEMAS», welche ein Zusammenschluss von verschiedenen lokalen Umweltschutzkomitees ist. HEKS bietet ihrer Partnerorganisation technische Unterstützung durch das Landesbüro und finanziert konkrete Projektaktivitäten. Das Augenmerk liegt auch auf dem Aufbau und dem Betrieb eines Gemeinderadios. Das ist wichtig, weil die ländliche Bevölkerung nur limitierten Zugang zu Elektrizität und Schulbildung hat, was zu einer gewissen Isolierung führt. «Das Radio ist oft die einzige Möglichkeit, sich zu informieren», erklärt Sandra Wicki. «Es dient als Sprachrohr und Bildungsinstrument und vernetzt die verschiedenen Organisationen.»

Das Beispiel zeigt, dass Menschenrechte immer wieder hart erkämpft werden müssen – besonders wenn es um wertvolle Naturgüter wie Wasser geht.

*Schulung für Jugendliche, um die technische Ausstattung des Lokalradios bedienen zu können.*

*Formation pour les jeunes destinée à maîtriser les installations techniques de la radio locale.*



**Une lutte sans relâche  
pour les ressources naturelles**

**A Lepaterique, au Honduras, la lutte pour l'eau est quotidienne. La déforestation menace les sources et l'utilisation d'engrais pollue l'eau potable. En collaboration avec des organisations locales, l'EPER s'engage pour une amélioration des conditions de vie dans cette région rurale.**

*Adrian Hauser* – Alors qu'en Suisse, on vit dans l'abondance en matière d'eau, ailleurs la pénurie est un problème quotidien, voire vital. C'est notamment le cas à Lepaterique, au Honduras. Cette localité agricole située dans les hauteurs, à 40 kilomètres de la capitale Tegucigalpa, est entourée de larges forêts. La majeure partie de l'eau consommée dans la capitale provient des sources du territoire de Lepaterique. Mais les réserves de la localité sont actuellement menacées. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, selon Sandra Wicki, chargée du programme pour la Colombie et le Honduras de l'Entraide protestante Suisse (EPER). La déforestation joue un rôle majeur dans la pénurie d'eau.

Du fait de la proximité de la capitale et d'un environnement propice à la culture maraîchère, l'utilisation des ressources par des tiers est très élevée. L'urbanisation avance inexorablement car de nombreux habitants de la ville achètent des terres à Lepaterique. Parallèlement, l'utilisation d'engrais chimiques dans la production de légumes augmente, ce qui pollue les sources d'eau. Traditionnellement, la commune fournissait du bois de chauffage, de la résine de pin et du charbon. Cette activité assurait auparavant un revenu aux familles et aux petits entrepreneurs. Elle est désormais souvent entre les mains de grandes entreprises qui coupent du bois à grande échelle. Elles le font en partie de manière légale, en accord avec l'Etat, mais aussi de façon illégale. La destruction de la végétation entraîne une diminution des réserves d'eau de source. «L'impact sur les ressources en eau par l'abattage de bois, la pollution et la surexploitation a eu des conséquences désastreuses sur la santé de la population», souligne Sandra Wicki.

**Comités locaux de surveillance**

Afin d'améliorer la situation, la population a formé des comités locaux pour l'eau. Ces groupes ont entrepris de construire des systèmes d'irrigation destinés à acheminer plus facilement l'eau de source à la surface. Les membres du comité exercent également leur influence sur les décisions des pouvoirs locaux et au niveau des institutions nationales, afin de définir les zones d'eau



©HEKS

et de les protéger. Des comités de pollution de l'environnement de chaque localité surveillent en permanence les forêts pour contrecarrer les abattements illégaux. Ils documentent les zones de forêts qui pourraient être exploitées et en réfèrent aux autorités compétentes.

L'EPER travaille de concert avec des organisations locales et les soutient dans leur combat pour l'agriculture et l'accès aux ressources naturelles. L'organisation «RED de CODEMAS», par exemple, joue le rôle de plate-forme pour plusieurs comités de pollution de l'environnement locaux. L'EPER offre à ses organisations partenaires une assistance technique à travers un bureau de l'agriculture et finance des projets concrets sur place. Parmi eux, la mise en place et le fonctionnement d'une radio communautaire. Un projet important, puisqu'une grande partie de la population des campagnes n'a qu'un accès limité à l'électricité et à l'éducation, d'où un certain isolement. «La radio est souvent le seul moyen de s'informer», explique Sandra Wicki. «Elle sert de porte-voix, d'instrument de formation et relie les gens et les organisations.»

Ces exemples illustrent la nécessité d'une lutte constante pour défendre les droits humains, surtout lorsqu'ils concernent l'accès à une ressource naturelle aussi précieuse que l'eau.

*Personnes clés de la population du village après le tour des sources d'eau de «Tulmare», lors de la séance destinée à analyser la situation.*

*Schlüsselpersonen der Dorfbevölkerung nach dem Rundgang um die Wasserquelle «Tulmare» bei anschließender Sitzung, um die Situation zu analysieren.*



©HEKS

*Construction du bâtiment dans lequel sera aménagé la radio et un petit espace bureau.*

*Konstruktion des Gebäudes, wo anschliessend das Radio und ein kleiner Büroraum untergebracht sein werden.*

# VOM TIGER IM URWALD UND VOM URWALD IM TIGER

RÜCKBLICK 5. INTERNATIONALER KIRCHENMUSIKKONGRESS IN BERN

**Der internationale Kirchenmusikkongress in Bern war ein voller Erfolg. Rund 5000 Besucherinnen und Besucher nahmen an den Veranstaltungen teil. Fazit: Man kann den Tiger aus dem Urwald holen, aber nicht den Urwald aus dem Tiger.**

---

Von Matthias Zeindler

---

Im brechend vollen Berner Münster werden drei geistliche Werke zeitgenössischer Komponisten von jungen Menschen uraufgeführt. In der Synagoge liest der israelische Dichter Elazar Benyoëtz, dazwischen improvisiert Daniel Glaus auf der Orgel. An der Universität Bern diskutieren während dreier Tage Musikwissenschaftler, Theologinnen, Pfarrpersonen und Kirchenmusikerinnen animiert Fragen heutiger Musik in der Kirche. In Workshops wird über Musik von Bach und Händel, über Stockhausen und Ligeti gesprochen, in anderen lernt

man neue Lieder aus dem Gesangbuch kennen, kann sich Impulse für die Arbeit in der Kirchgemeinde holen oder einfach mit Herzenslust mit anderen singen. Weltbekannte Chöre wie die Regensburger Domspatzen oder das SWR Vokalensemble treten an zwei aufeinanderfolgenden Abenden auf. Zu später Stunde kann man in Stadtkirchen noch Jazzmusik oder mittelalterliche Pilgergesänge hören. Nachdem schon den ganzen Tag – in Morgen-, Mittags- und Abendgebeten – eindruckliche Feiern, wieder mit viel aktueller Musik, zu besuchen waren.

## Grosses Publikum

So hat er ausgesehen und geklungen, der 5. Internationale Kirchenmusikkongress, der vom 21. bis 25. Oktober in Bern stattgefunden hat. Hinter ihm stand eine breite Trägerschaft aus Landeskirchen, Kirchen der Stadt Bern, Universität und Hochschule der Künste. Im Patronat waren unter anderen vertreten Bundesrat Alain Berset, die Reformationsbeauftragte der Evangelischen Kirche in



© Daniel Allenbach/HKB

*Jazz in der Kirche St. Peter und Paul in Bern.*

*Jazz à l'église St-Pierre et Paul de Berne.*



*Nächtliche Pilgergesänge in der Dreifaltigkeitskirche in Bern.*

*Chants de pèlerins à l'église de la Trinité de Berne durant la nuit.*

Deutschland Margot Kässmann, der Präsident der Schweizer Bischofskonferenz Markus Büchel, der Präsident des Rates SEK Gottfried W. Locher oder Regierungsrat Bernhard Pulver. Das Grossereignis war das Endresultat einer vierjährigen Vorbereitungszeit.

Rund 5000 Menschen besuchten an den fünf Tagen Veranstaltungen des Kongresses. Das ist eine höchst erfreuliche Zahl für einen Anlass, der sich schwerpunktmässig der sogenannt Neuen Musik widmet, die weder in der Kirche noch im Konzertsaal ein Massenpublikum anzieht. Viele haben dabei tiefe, berührende Erlebnisse gehabt, einige mögen auch befremdet gewesen sein oder sich geärgert haben. Wer immer dabei war, hat aber Neues gehört und Eindrücke mitgenommen, die nachklingen.

### **Langjähriges Schaffen**

Was bleibt vom Kirchenmusikkongress, neben diesen Erinnerungen? Bleiben werden wichtige Einsichten aus den vielen Gesprächen. Die Einsicht zum Beispiel, dass in einer Kirche von heute auch schwierige, widerständige Musik (und Kunst) ih-

ren Platz haben muss – weil auch die Gute Botschaft manchmal schwierig und widerständig ist. Oder die Einsicht, dass in einer vielfältigen Volkskirche die Grabenkämpfe zwischen alter und neuer, zwischen Popular- und «klassischer» Musik eigentlich überwunden werden sollten. Und man stattdessen die Differenzen respektieren lernen müsste, so wie man unterschiedliche Glaubenshaltungen und Frömmigkeitsstile respektiert.

Ein Weiteres bleibt, nämlich die Erkenntnis, dass in den letzten Jahrzehnten enorm viel wertvolle geistliche Musik geschaffen worden ist. Und dass diese Musik einen Platz in den Kirchen haben müsste. Lennart Dohms, Professor an der HKB Bern, hat dies in einem Satz zum Ausdruck gebracht, der während des Kongresses zum geflügelten Wort wurde: «Man kann den Tiger aus dem Urwald holen, aber nicht den Urwald aus dem Tiger». Damit meint er: Man kann die Neue Musik aus der Kirche verbannen, aber nicht das Spirituelle, Geistliche aus der Neuen Musik. Viel Neue Musik gehört eigentlich in die Kirche. Man muss fragen, warum die Kirchen dies oft noch nicht gemerkt haben.

# FÜR FRIEDEN UNTER DEN RELIGIONEN

NEUE PUBLIKATION DER BERNER LANDESKIRCHEN

**POUR LA PAIX** ENTRE LES RELIGIONS  
NOUVELLE PUBLICATION DES ÉGLISES NATIONALES

**Aus aktuellem Anlass geben die drei Berner Landeskirchen den Prospekt «10 Sätze zum Zusammenleben in der multireligiösen Gesellschaft» heraus. Es ist eine handliche und ausgewogene Stellungnahme, um Vorurteile abzubauen, Konflikte zu lösen und einen respektvollen Umgang mit anderen Religionen einzuüben.**

---

Von Matthias Tanner

---

Das Zusammenleben von Menschen unterschiedlicher Religionen und Kulturen ist ein Thema, das derzeit im In- und Ausland kontrovers diskutiert wird. Anlass dazu geben politische und religiöse Funktionsträger, die Einschränkungen der Menschenrechte von Frauen, Homosexuellen oder

Angehörigen bestimmter Religionen befürworten, aber auch religiös oder fremdenfeindlich begründete Gewalthandlungen, die in den vergangenen Wochen und Monaten in mehreren Ländern gegen Medienhäuser, Asylunterkünfte oder religiöse Einrichtungen verübt worden sind.

## Einseitige Wahrnehmung von Religionen

In den Äusserungen über solche Ereignisse und Entwicklungen sind berechtigte Sorgen, Proteste und Verurteilungen zu vernehmen. Gleichzeitig gibt es gegenüber bestimmten Religionen und ihren Angehörigen jedoch vermehrt auch Vorbehalte und Kollektiv-Verurteilungen. Solche Einstellungen und Verhaltensweisen können einen unfreundlichen Umgang mit Personen anderer Religionen, Beschimpfung, Ausgrenzung, Diskriminierung und Unterdrückung zur Folge haben. Dies wiederum kann zusätzliche Spannungen und Konflikte herbeiführen, die auch gewaltsam ausbrechen können.

## Eine ausgewogene Stellungnahme

Aus diesen Gründen geben die Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn, die Römisch-Katholische Kirche Region Bern und die Christkatholische Landeskirche Bern den Prospekt «10 Sätze zum Zusammenleben in der multireligiösen Gesellschaft» heraus. Er wurde von der ökumenischen Arbeitsgruppe «Treffpunkt Religion Migration» erarbeitet und nimmt zu einigen aktuellen und grundsätzlichen Fragen in konzentrierter und leicht verständlicher Form Stellung. Die Stellungnahme ist deutlich und ausgewogen, indem sie Position bezieht für die Religionsfreiheit und friedliche, lebensdienliche Religionen sowie gegen Menschenrechtsverletzungen, Extremismus und Gewalt im Namen von Religionen durch und gegen ihre Angehörigen und weitere Personen. Darüber hinaus verweisen die zehn Sätze und ihre Ausführungen auf das integrative und friedens-



Broschüre  
für die Religions-  
freiheit.

Brochure  
pour la liberté  
de religion.

fördernde Potenzial von Religionen, das in den aktuellen Diskussionen kaum beachtet wird. Mit dieser Publikation wollen die drei Landeskirchen zu einem friedlichen Zusammenleben zwischen den Angehörigen verschiedener Religionen und Kulturen beitragen.

#### Lesen und bestellen

Sie finden den Prospekt in der Beilage dieser ENSEMBLE-Ausgabe. Es gibt ihn auf Deutsch und Französisch. Zur kostenlosen Bestellung: Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn, Bereich OeME-Migration, Altenbergstrasse 66, Postfach, 3000 Bern 22, fami@refbejuso.ch, Tel. 031 340 24 24

**F** En raison du contexte actuel, les Eglises nationales viennent de publier la brochure «10 propositions relatives à la cohabitation dans une société multireligieuse». Cette prise de position pratique et équilibrée est destinée à déconstruire les préjugés, à résoudre les conflits et à favoriser un contact respectueux entre les religions.

Par Matthias Tanner – La cohabitation entre personnes de différentes religions et cultures est un sujet qui suscite des débats controversés en Suisse et à l'étranger. Les déclarations ou actes de certains représentants politiques et religieux qui portent ouvertement atteinte aux droits humains notamment des femmes, des homosexuels et des membres de certaines religions en sont la cause. S'ajoutent également les violences perpétrées ces derniers temps dans plusieurs pays contre des médias, des logements de requérants d'asile ou des édifices religieux.

#### Perception unilatérale des religions

Des préoccupations, protestations et condamnations justifiées s'expriment en lien avec ces événements et tendances. Dans le même temps, on relève des réserves ou condamnations collectives vis-à-vis de certaines religions et leurs membres. De telles attitudes et comportements ne favorisent pas le contact bienveillant avec les personnes d'autres religions et peuvent avoir pour conséquence insultes, exclusion, discrimination et oppression. Ce qui ne fait qu'augmenter les tensions et peut mener à des affrontements parfois violents.

#### Une prise de position équilibrée

C'est pour toutes ces raisons que les Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, l'Eglise catholique de la région bernoise et l'Eglise catholique-chrétienne de Berne ont édité la brochure «10 propositions relatives à la cohabitation dans une société mul-

ti-religieuse». Elle a été élaborée par le groupe de travail œcuménique «Point de rencontre Religion Migration» et prend position sur des questions actuelles et fondamentales de manière pointue, tout en restant facile d'accès. Cette prise de position se veut claire et équilibrée. Elle s'engage pour la liberté de religion, de la paix et au service de la vie et s'oppose aux atteintes aux droits de l'homme, à l'extrémisme et aux violences faites au nom des religions, que cela soit par ou envers leurs membres.



© Alain di Giovanni/express.ch

*La cohabitation pacifique de différentes religions est possible.*

*Friedliches Zusammenleben verschiedener Religionen ist möglich.*

Les dix propositions de la brochure renvoient également au potentiel d'intégration et de promotion de la paix véhiculé par les religions, un potentiel qui n'est pratiquement pas pris en compte dans les discussions actuelles. Avec cette publication, les trois Eglises nationales veulent contribuer à une cohabitation harmonieuse entre les membres des différentes religions et cultures.

#### Lire et commander

Vous trouverez la brochure dans les annexes de cette édition d'ENSEMBLE. Elle existe en français et en allemand. Il est possible de la commander gratuitement:

Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, service OeTN-Migration, Altenbergstrasse 66, case postale, 3000 Bern 22, fami@refbejuso.ch, tél. 031 340 24 24

# KREUZ UND QUER

DE LONG EN LARGE

EINE REISE MIT DER BIBEL

## Durch Raum und Zeit neue Welten entdecken

**Bibel**  
Räume-Zeiten-Welten



Zur Einstimmung des Reformationsjubiläums richten wir mit etwas grösserer Kelle an und präsentieren Ihnen im September 2016 eine Veranstaltungsreihe mit Weiterbildungen zur

Bibel sowie literarischen und musikalischen Leckerbissen. Zudem finden im Haus der Kirche erstmalig Anlässe für Kinder ab Mittelstufe und Jugendliche statt. Hier eine Vorschau auf das Programm.

Donnerstag, 1. Sept., ab 17.30 Uhr

*Kick off*

Festliche Eröffnung der Veranstaltungsreihe mit Häppchen aus dem Menu

Jeweils Mittwochnachmittag, 7., 14. und 21. Sept., sowie Freitagnachmittag, 9. und 16. Sept.

*Stationenweg – Eine Reise durch die Entstehungsgeschichte der Bibel*

Für Klassen der Mittelstufe, gestaltet durch Studentinnen der IVP-NMS

Jeweils Freitagabend, 9. und 16. Sept., 19–21.30 Uhr

*«Seid listig wie die Schlangen!» –*

*Hinterlist als Überlebensstrategie*

Ein biblischer Abendspaziergang mit der Schauspielerin Dorothea Reize

Jeweils Montag bis Freitag, 9–16.30 Uhr

*Ausstellung zu Kinderbibeln*

Mit Infos zu Entstehung und Entwicklung von Kinderbibeln sowie Kriterien zur Auswahl

Jeweils Montag bis Freitag

*Religiöse Texte und Heilige Schriften der Religionen*

Ausstellung in der IWM-Mediothek der PHBern, Helvetiaplatz 2

Während der ersten Septemberwochen

*«Bootschaft» – Die Ausstellung zur Arche Noah*

Jugendliche Lebenswelten treffen einen Bibeltext, ab 6. Klasse

Samstag, 3. Sept., 9–16.30 Uhr

*Biblische Geschichten im Kinderalltag*

Tagung mit Martina Steinkühler

Freitag, 9. Sept., 9–16.30 Uhr

*Bibliolog und Bibliodrama im Gespräch*

Tagung mit Evelyn Goetschel und Marianne Vogel Kopp

Am Nachmittag

*Jugend testet :b live*

Ein Angebot für die Oberstufe

Samstag, 10. Sept., 9–16.30 Uhr

*Die Weihnachtsgeschichten mit Biblischen Figuren Schwarzenberg gestalten*

Tagung mit Käthy Schaller-Ineichen

*Jugend testet :b live*

Ein Angebot für die Oberstufe

Donnerstag, 15. Sept., 18.30–21.30 Uhr

*Aktuelle Forschung zur Bibel*

Weiterbildung mit Florian Lippke

Montag, 19. Sept., 9–16.30 Uhr

*Die Josefsgeschichte*

Tagung mit Ursula Kaufmann

Donnerstag, 22. Sept., ab 17.30 Uhr

*Schlussevent*

Ausklang der Veranstaltungsreihe mit Konzert von Bobbe Maisses

Oktober/November

Drei Abende zum Umgang mit der Bibel in Schule und Religionsunterricht

Alle Veranstaltungen finden im Raum Bern statt.  
Weitere Infos erhalten Sie gerne unter  
[kursadministration@refbejuso.ch](mailto:kursadministration@refbejuso.ch)

## Volkskirche und Kirchenvolk: Ein Zwischenhalt

mze – Nach dem Entscheid des Grossen Rats in der Septembersession stehen den Kirchen im Kanton Bern erhebliche Veränderungen bevor. Die Landeskirchen sind dabei entschlossen, Kirchen für die ganze Gesellschaft zu bleiben: offen, vielfältig, nahe bei den Menschen von heute – eben Volkskirchen. Aber was heisst es, in einer pluralistischen Gesellschaft Volkskirche zu sein? Kann man angesichts von Mitgliederschwund, Stellenabbau und Relevanzverlust überhaupt noch von Volkskirche sprechen? Was bedeutet es für eine Kirchgemeinde, volksgläubig unterwegs zu sein?

Zu diesen Fragen ist im Theologischen Verlag Zürich das Buch «Volkskirche und Kirchenvolk. Ein Zwischenhalt» erschienen. Das Buch bietet praxisnahe, biblisch-theologisch fundierte Überlegungen zu diesen Fragen. Dazu gehören auch kurze Statements zur Volkskirche von Franz Hohler, Christoph Blocher, Corine Mauch, Alexander

Tschäppät und vielen weiteren Zeitgenossinnen und Zeitgenossen.

Jede Kirchgemeinde hat per Post ein Exemplar des Buches erhalten. Wer ebenfalls Interesse an dem Buch hat, kann es kostenlos bei den gesamtkirchlichen Diensten bestellen (theologie@refbejuso.ch).

Die Buchreihe «denkMal» ist ein Gemeinschaftsprojekt der Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn und der Evangelisch-reformierten Landeskirche des Kantons Zürich sowie der Theologischen Fakultäten Bern und Zürich. Ihr Ziel ist es, zu aktuellen Themen in Kirche und Gesellschaft Materialien und Reflexionen vorzulegen.

Claudia Kohli Reichenbach / Matthias Krieg, Volkskirche und Kirchenvolk. Ein Zwischenhalt (denkMal 8), Zürich: Theologischer Verlag, 2015



### Veranstaltungshinweis:

Mittwoch, 09.12.2015  
18:15 Uhr  
UniS  
Raum A003  
Schanzeneckstrasse 1  
CH-3012 Bern

## Evolution als Schöpfung

### Prof. Dr. Werner Arber

Nobelpreis 1978  
Präsident der Päpstlichen Akademie der Wissenschaften

Festvortrag zur Einweihung der *Science & Religion Bibliothek Bern*:  
Die biologische Evolution im Rahmen der kosmischen Evolution  
aus naturwissenschaftlicher und aus theologischer Sicht

Bildnachweis:  
Digital illustration of DNA  
#53072162 (c) Fotolia  
Urheber: 4designersart

Kontakt:  
Dr. Andreas Losch  
Theologische Fakultät  
Länggassstr. 51  
CH-3012 Bern  
Tel. 031 631 8290  
andreas.losch@csh.unibe.ch

Eine Veranstaltung des  
Center for Space and  
Habitability (CSH) in  
Zusammenarbeit mit der  
Theologischen Fakultät.  
[www.lifebeyondourplanet.unibe.ch](http://www.lifebeyondourplanet.unibe.ch)

## Gesellschaftliche Themen und Sinnfragen

*abi* – Im vergangenen Jahr hat ein Dialog zwischen den Kirchen und Konzert Theater Bern begonnen. Daraus sind erfreuliche Zusammenarbeitsprojekte von Kirchengemeinden in der Stadt, aber auch in der Region Bern mit der Abteilung Schauspiel entstanden.

Dabei ist es keine Selbstverständlichkeit, dass Kirche und Theater sich begegnen, dass Kirchenräume fürs Theaterspiel geöffnet werden und ein Austausch möglich wird. Die Kirche – gemeinhin als eher bewahrende Institution geltend – und das Theater als Experimentierfeld, wo gesellschaftliche Konventionen gern hinterfragt und gebrochen werden, sind auf den ersten Blick keine naheliegende Kombination. «Was soll ich denn mit der Kirche reden?» – Solchen Vorbehalten sei sie auch an früheren Wirkungsorten schon begegnet, bestätigt die neue Schauspieldirektorin Stephanie Gräve. Die Vorurteile schwänden aber meist rasch, sobald direkte Begegnungen stattfänden und die Schauspieler ihre «tollsten Publikumsgespräche» in Kirchen erlebten.

*Szene aus dem Stück «Hiob» nach Joseph Roth.*

*Scène de la pièce «Job» d'après Joseph Roth.*



© Annette Bouellier

Und in solchen Gesprächen lassen sich dann auch beträchtliche Gemeinsamkeiten entdecken: Sowohl Kirche als auch Theater verhandeln gesellschaftliche Themen und Sinnfragen, beide regen zum Nachdenken über das eigene Leben, die Welt und nie gänzlich Fassbares, Göttliches an und stellen aus ethischer Perspektive Anfragen an unsere Gesellschaft. Oder wie Stephanie Gräve es ausdrückt: Beide Institutionen beschäftigen sich mit den «grossen Menschheitsfragen und teilen den Glauben daran, dass es etwas jenseits der materiellen Welt» gebe.

So wird es auch in der neuen Spielzeit 2015/2016 wieder verschiedene spannende Theaterstücke geben, bei denen sich ein Besuch und eine inhaltliche Auseinandersetzung im kirchgemeindlichen Rahmen lohnen. Den Anfang macht «Hiob» von Joseph Roth (ab 19. September 2015 in der Vidmar 1, Bern), später etwa «Der gute Mensch von Sezuan» (B. Brecht) oder «Nora» (H. Ibsen) usw. Besondere Erwähnung verdient auch das mobile Theaterstück «Das Tagebuch der Anne Frank», das ab März 2016 in einigen Kirchen des Kirchengebiets zu Gast sein wird.

Ausführlicher Spielplan: [www.konzerttheaterbern.ch](http://www.konzerttheaterbern.ch)  
Mobiles Stück und Angaben zu einigen Veranstaltungen in Kirchengemeinden: [www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) >  
Inhalte > Erwachsenenbildung > Materialkoffer

### Ökumenische Impulstagung

Die Tagung ergreift die Gelegenheit und fragt genauer nach den Chancen und möglichen Formen der Zusammenarbeit: Wie lassen sich Theaterstücke so aufnehmen, dass Bezugspunkte zu religiösen Themen ersichtlich werden und ein Dialog in Gang kommt? Wie gelingt es, christliche Traditionen einmal mit fremdem Blick zu betrachten und dabei vielleicht neu kennen zu lernen?

Die Tagung stellt grundsätzliche Überlegungen an und zeigt im Austausch mit Theater-schaffenden praktische Möglichkeiten auf, wie Begegnungen zwischen Kirche und Theater in der Bildungsarbeit mit Erwachsenen gestaltet werden können.

Zeit: Montag, 6. Juni 2016, 13.30–19 Uhr  
Ort: Kirchengemeindehaus Petrus, Brunnadernstrasse 40, Bern  
Weitere Informationen und Anmeldung:  
[www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > Bildungsangebote

# Le Synode d'arrondissement du Jura réitère sa confiance à son exécutif



© Pierre Bohrer

Sandra Singh lors de son installation par la pasteure Nadine Manson et le diacre Daniel Chèvre.

Sandra Singh bei ihrer Amtseinsetzung durch Pfarrerin Nadine Manson und den Diakon Daniel Chèvre.

gbo – Le Synode d'arrondissement du Jura des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure a tenu ses assises d'automne ce samedi 7 novembre à Frinvillier. La session a été marquée par la réélection de l'exécutif, le Conseil du synode jurassien (CSJ), pour une législature de quatre ans. Le président Philippe Paroz, ainsi que Marie-Louise Hoyer, Nadine Manson, Daniel Chèvre et René Lautenschlager ont été reconduits dans leurs fonctions quasiment à l'unanimité. Monsieur Silvano Keller, ainsi que le pasteur Marc Seiler, ont été élus en remplacement des sortantes Claudine Bourquin et Dominique Giauque-Gagnebin.

A l'heure du bilan de la législature écoulée, Philippe Paroz a souhaité tirer quelques leçons des années écoulées. Il estime qu'«un énorme travail se fait dans notre Arrondissement mais le résultat touche encore trop peu de personnes». L'Eglise souffre à ses yeux d'un déficit d'attractivité. Tout en reconnaissant «qu'un projet de cette envergure ne se réalise pas en quatre ans», il souhaite à l'avenir renforcer les synergies entre les départements du CSJ et accorder plus d'importance aux régions (groupements de paroisses) afin de «préparer l'Arrondissement aux défis futurs». A ce sujet, il a interpellé les délégués en leur posant deux questions claires: «Si les contributions des paroisses aux activités dépendant du CSJ devaient diminuer, où faudrait-il couper, que faudrait-il sacrifier?» De façon plus «provocatrice», il a lancé l'idée d'un financement par les paroisses et le CSJ d'un «pool

de pasteurs» pour remplacer la diminution de 2,5 à 3 postes pastoraux liée aux économies bernoises. Pour le 500<sup>e</sup> anniversaire de la Réformation, un grand projet de cantates chantées dans les paroisses est prévu de Pâques 2017 à Vendredi Saint 2018.

Les délégués ont approuvé à l'unanimité les budgets 2016 du CSJ et de la Fondation Visage Protestant. Les budgets du Centre de Sornetan et du Centre social protestant (CSP) ont été acceptés par leurs assemblées respectives. Le CSP s'emploie actuellement à répondre à un appel d'offre public dans le domaine de l'intégration professionnelle dont dépendra largement son avenir. Lors du culte synodal à Orvin, Madame Sandra Singh a été consacrée au ministère diaconal.

## Veranstaltungshinweis:

Bildnachweis: Roth  
Habimana passagie in  
Hebrew Bible #23634613  
(c) fotolia.com | Urheber:  
Kenneth Spansler

**Mittwoch, 16.12.2015**  
18:15-19:45 Uhr  
Hauptgebäude der Universität  
Kuppelraum  
Hochschulstrasse 4  
3012 Bern

## Das Alte Testament - ein christliches Dokument?

Podiumsdiskussion mit  
Prof. Dr. Magdalene Frettlöh, Systematische Theologie (Dogmatik), Bern  
Prof. Dr. Notger Slenzcka, Systematische Theologie (Dogmatik), Berlin  
Prof. Dr. Andreas Wagner, Altes Testament, Bern  
Dr. Elad Lapidot, Zentrum Jüdische Studien, Berlin-Brandenburg

Moderation: Prof. Dr. Torsten Meireis, Systematische Theologie (Ethik), Bern

Eine alte Kontroverse hat jüngst durch die umstrittenen Thesen des Berliner Dogmatikers Notger Slenzcka neue Erregung erzeugt: Gehört das Erste oder Alte Testament selbstverständlich zum Kernbestand des christlichen Kanons und damit auch in die gottesdienstliche Verwendung – oder etwa nicht?

Zu den Bestreitern zählen einerseits bekannte liberale Theologen wie der Reformierte Friedrich Schleiermacher und Adolf von Harnack, andererseits wird gerade in der reformierten Tradition dem Ersten Testament besondere Bedeutung zugeschrieben. Zudem wird diskutiert, ob die Ablehnung

des Alten Testaments als christliches Dokument einen Ausweis antijudaistischer Tendenzen darstellt.

Eine Veranstaltung des Instituts für Systematische Theologie der Theologischen Fakultät.

torsten.meireis@theol.unibe.ch

**UNIVERSITÄT  
BERN**

**Mo, 30. November 2015**

**Schuldhaft Verlorenes wieder herstellen. Heute von Esra und Nehemia lernen.**

Pfr. Dr. Thomas Bänziger zieht die Linien seiner Forschungsarbeit aus in unsere gegenwärtigen Aufgaben in Kirche und Gesellschaft.

Ort: CAP, Zentrum der Eglise Française, Predigergasse 3, 3011 Bern  
Zeit: 15 Uhr

**Je 3 décembre 2015**

**Bienne – Projection-débat**

Projection du film «Après l’hiver» en présence des réalisateurs Bastien Bösiger et Adrien Bordone. Melissa, Milca, Noémie et Hugo sont sortis de l’école obligatoire sans perspectives professionnelles. Comme un jeune Suisse sur quatre, ils entament une dixième année pour trouver leur voie, construire un projet professionnel, apprendre les règles du monde du travail et devenir adultes.

[www.apreslhiver.com](http://www.apreslhiver.com)

**So, 6. Dezember 2015**

**Kunst und Religion im Dialog**

Matthias Berger (evang.-ref. Kirche) im Dialog mit Beat Schüpbach (Kunstmuseum Bern): Die Veranstaltungsreihe im Kunstmuseum Bern lädt ein zum Dialog zwischen Kirche und Kunst. Im Gespräch mit Vertreterinnen und Vertretern beider Seiten eröffnen sich neue Sichtweisen auf Kunstwerke aus Geschichte und Gegenwart.

Ort: Kunstmuseum Bern, Kasse, Hodlerstrasse 8–12, 3011 Bern  
Zeit: 15–16 Uhr

**9. Dezember 2015**

**6 Tage gegen Gewalt an Frauen**

Frauen aus unterschiedlichen Ländern erzählen über die Stellung der Frau in ihrem jeweiligen Herkunftsland. frabina und multiKultur-oase erteilen rechtliche Informationen und beantworten Fragen.

Ort: Zentrum5, Flurstrasse 26b, 3014 Bern  
Zeit: 17.30–19.30 Uhr

**9. bis 13. Dezember 2015**

**WhyNACHT – Interaktiver Erlebnisparcours zum Thema Weihnachten**

Warum feiern wir eigentlich Weihnachten? Diese Frage bringt «Nachtwächter Isidor» auf die Spurensuche nach Ursprung und Sinn von Weihnachten. Die WhyNACHT-Besucher tauchen mit ihm in die biblische Weihnachtsgeschichte ein und begegnen auf den Führungen diversen Personen: einem Zöllner, gierigen Räubergesellen, einem Beamten auf dem Volkszählungsbüro, einer Reihe abweisender Wirte...

Für Gross und Klein, mit gespielten Szenen, Hörspielen, Videos und einer kleinen Erfrischung.

Die Erlebnisausstellung richtet sich an Kinder (ab Kindergartenalter) und an alle Erwachsenen.

Ort: Kirchgemeindehaus, Lindenweg 3, 3052 Zollikofen  
Weitere Infos und Zeiten:

[refzollikofen.ch](http://refzollikofen.ch) > *Veranstaltungen*

**Ve 18 et Di 20 décembre 2015**

**Noël baroque du nouveau monde**

L’Ensemble vocal d’Erguël et l’orchestre Le Moment Baroque proposent un concert de Noël qui sort de l’ordinaire avec des pièces exclusivement issues de la période baroque, mais venues tout droit du Nouveau Monde. Les œuvres de la musique baroque latino-américaine de Francisco López Capillas (v. 1608–v. 1674), Gaspar Fernández (v. 1565–1629) et de Diego Joseph de Salazar (1660–1709) seront présentées.

18 décembre, 20 h, Collégiale, St-Imier  
20 décembre, 17 h, Collégiale, Moutier

[www.everguel.ch](http://www.everguel.ch)

**Sa 26 et Di 27 décembre 2015**

**Concerts du Coup de chœur**

Le Coup de chœur de Saint-Imier se reforme chaque année, sous la direction de Maurice Baumann, pour proposer une série de concerts durant la période de Noël. Cette année, la Salve Regina de Haydn et la Messe pastorale de Mozart seront au programme. Le chœur se produira au culte de la nuit de Noël à Saint-Imier et donnera deux autres concerts.

26 décembre, 20 h, Collégiale, Saint-Imier  
27 décembre, 17 h, église de Lajoux

[www.eglise-protestante.ch](http://www.eglise-protestante.ch)

**Décembre 2015**

**Bienne – Concerts de l’Avent**

6 décembre, 17 h, «Musica Poetica», œuvres du XVII<sup>e</sup> siècle pour cordes et basse continue. Andrea Bergmann (VI. 1), Claudia Petersen-Staerkle (VI. 2), Hans Bergmann (VIa 1), Simone Brobeil (VIa 2), Simone Meyer (Cello), Bettina Seeliger (Continuo).

13 décembre, 17 h, chœur russe «Pokroff» sous la dir. de Andrej Gorjatshev. Œuvres liturgiques, folkloriques et de Noël de Russie et d’Ukraine.

20 décembre, 17 h, Orchestre de Chambre de Bienne, sous la dir. de Beda Mast. Soliste: Kaspar Zehnder, flûte traversière. Carl Reinecke, Concerto pour flûte traversière en ré majeur, op. 283, Biblische Bilder pour orchestre, op. 220, et œuvres de Salieri et Tschaikowsky.

[www.ref-bienne.ch](http://www.ref-bienne.ch)

**Décembre 2015 – février 2016**

**Erguël – Débats sur l’avenir des paroisses**

Suite à l’annonce de diminution de postes pastoraux dans la région, le Syndicat des paroisses de l’Erguël propose une série de conférences-débats destinés à informer et à consulter les paroissiens. Le but est de trouver les meilleures solutions permettant d’avoir une organisation flexible, adaptée aux besoins et aux possibilités financières, tout en gardant si possible en point de mire une Eglise protestante active et dynamique.

3 décembre, 20 h, maison de paroisse, Renan  
11 janvier, 20 h, cure, Saint-Imier  
2 février, 20 h, salle de paroisse, Corgémont

[www.eglise-protestante.ch](http://www.eglise-protestante.ch)

**Samstag, 30. Januar 2016**

**Liebe – Migration – Arbeit**

Nach einem Familiennachzug sind Spracherwerb und Arbeitssuche wichtig, um sich in der Schweiz einzuleben. Am Informationsanlass erhalten Sie Antworten auf Ihre Fragen zu Bildung, Arbeit und Familie.

Der Informationsanlass ist kostenlos und richtet sich an Paare und Einzelpersonen. Ein Angebot zur Kinderbetreuung (für jedes Alter) ist vorhanden. Wenn gewünscht, kann eine Übersetzung organisiert werden.

Zeit: 9.30–12.30 Uhr, mit anschliessendem kostenlosem Brunch  
Ort: Altes Spital Solothurn, Oberer Winkel 2, 4500 Solothurn

*Für weitere Informationen / Pour de plus amples informations: [refbejuso.ch](http://refbejuso.ch) > Agenda*

# KURZ UND BÜNDIG

KREISSCHREIBEN DES SYNODALRATS

EN **BREF**

CIRCULAIRE DU CONSEIL SYNODAL

SYNODE

## Ergänzungswahlen 2015: Wahlergebnisse

Im Rahmen der diesjährigen Ergänzungswahlen sind die folgenden, in kirchlichen Angelegenheiten stimmberechtigten Personen in die Synode gewählt worden:

Synodewahlkreis Seeland: Markus Klein, Oberer Planchesweg 20, 2514 Ligerz

Synodewahlkreis Oberraargau: Ursula Zehnder, Bänihaus 1, 4952 Eriswil

Synodewahlkreis Bern Stadt: Wolfgang Lienemann, Manuelstrasse 116, 3006 Bern

Synodewahlkreis Thun: Fritz Christian Schneider, Zugimattstrasse 7, 3638 Blumenstein; Erich Wittwer, Uttigenstrasse 31, 3661 Uetendorf

Ergänzungswahlen können innert zehn Tagen seit der vorliegenden Bekanntmachung mit Beschwerde angefochten werden. Die Beschwerde ist dem Synodarat zuhanden der Synode einzureichen (Altenbergstrasse 66, 3000 Bern 22).

(Art. 13 Reglement über die Ergänzungswahlen in die Synode vom 28. Mai 2013; KES 21.220)

*Bern, 13. Oktober 2015, Evangelisch-reformierter Synodalverband Bern-Jura, Kirchenkanzlei*

F

Synode

**Elections complémentaires 2015:  
résultats des élections**

Dans le cadre des élections complémentaires au Synode pour l'année en cours, les personnes suivantes, toutes munies du droit de vote en matière ecclésiastique, ont été élues au Synode:

Cercle électoral synodal du Seeland: Markus Klein, Oberer Planchesweg 20, 2514 Ligerz

Cercle électoral synodal de Haute-Argovie: Ursula Zehnder, Bänihaus 1, 4952 Eriswil

Cercle électoral synodal de Berne-Ville: Wolfgang Lienemann, Manuelstrasse 116, 3006 Bern

Cercle électoral synodal de Thoune: Fritz Christian Schneider, Zugimattstrasse 7, 3638 Blumenstein;

Erich Wittwer, Uttigenstrasse 31, 3661 Uetendorf

Il peut être formé recours contre les élections complémentaires dans un délai de dix jours à compter de la publication des résultats. Le recours doit être adressé au Conseil synodal à l'intention du Synode (Altenbergstrasse 66, 3000 Berne 22).

(Art. 13 Règlement concernant les élections complémentaires au Synode du 28 mai 2013; RLE 21.220).

*Berne, 13 octobre 2015, Union synodale réformée-évangélique Berne-Jura, La chancellerie de l'Eglise*

VERORDNUNG BETREFFEND ORGANISATIONS- UND KONFLIKTBERATUNGEN

## Inkraftsetzung

Mit Beschluss vom 13. Dezember 2012 hat der Synodarat die Verordnung über die Beratung, Unterstützung und Aufsicht (VO BUA) genehmigt und per 1. Januar 2013 in Kraft gesetzt. Die Verordnung regelt u. a. die Zuständigkeiten und das

Vorgehen zur Lösung von Konflikten in Kirchgemeinden und kirchlichen Bezirken. Art. 10 Abs. 3 VO BUA sieht vor, dass Bemühungen um die Lösung eines Konflikts auf Gesuch hin mit einem (finanziellen) Beitrag unterstützt werden können, wenn

die Bemühungen die finanziellen Möglichkeiten der Kirchgemeinde übersteigt und das zuständige Organ die erforderlichen Mittel bewilligt hat.

Infolge der neuen Pfarrstellenplanung, die im April 2015 vom Kanton verfügt worden ist, müssen einzelne Kirchgemeinden die für sie vorgesehene Stellenreduktion wegen Stellenwechseln im Pfarramt zum Teil unerwartet rasch umsetzen. Dies löst eine Reihe von Fragen aus und hat oft komplexere Neuorientierungsprozesse zur Folge. Es ist damit zu rechnen, dass vermehrt Gesuche für die Mitfinanzierung von Beratungsprozessen im Zusammenhang mit der Pfarrstellenplanung gestellt werden. Mit der neuen Verordnung sollen Beratungsprozesse finanziell unterstützt werden, die im Zusammenhang mit strukturellen Veränderungen und/oder mit der Bewältigung von akuten Konflikten stehen. Die finanzielle Unterstützung wird allerdings auf die Kosten der externen Beratung begrenzt. Grundsätzlich kann an einen Konfliktfall nur einmal ein finanzieller Beitrag geleistet werden. Erhält eine Kirchgemeinde einen Beitrag an einen präventiven Beratungsprozess und gerät trotzdem in eine Konfliktsituation, so kann sie aber ein zweites Gesuch stellen, da es sich in der Konfliktberatung um einen neuen Prozess mit höchstwahrscheinlich anderer Zielrichtung handeln dürfte. Anrechenbar sind die direkten Beratungskosten (inkl. MWSt. und Spesen), welche den Kirchgemeinden im Rahmen eines Beratungsprozesses entstehen. Die Anrechenbarkeit setzt indes voraus, dass die beratende Person in das von den Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn geführte Verzeichnis der empfohlenen Beraterinnen und Berater aufgenommen ist (Art. 3). Allerdings haben die Kirchgemeinden zuerst die allgemein verfügbaren Beratungsangebote der Reformierten Kirchen zu nutzen und erst im weiterführenden Bedarfsfall externe Beratungsleistungen einzuholen (Art. 4). Für die Bemessung des Kostenbeitrages werden gemäss Art. 5 berücksichtigt: die Steuerkraft der gesuchstellenden Kirchgemeinden, deren Grösse und finanzielle Situation sowie der Umfang und die Bedeutung des Geschäfts für die Kirchgemeinden. Pro Gesuch kann maximal ein Beitrag von CHF 20 000 ausbezahlt werden.

Das Datum des Inkrafttretens der neuen Verordnung ist vom Synodalrat auf den 1. Januar 2016 festgesetzt worden ist. Der Beschluss kann unter der Nummer KES 61.170 in der Kirchlichen Erlassammlung eingesehen werden.

Als Papierausdruck können die Rechtstexte auch bestellt werden bei: Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn, Zentrale Dienste, Altenbergstrasse 66, Postfach, 3000 Bern 22 (bitte adressiertes Rückantwortcouvert beilegen).

[www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > Publikationen > Erlassammlung

F

Ordonnance concernant le versement de contributions aux paroisses pour des activités de conseil en matière d'organisation et de conflit

**Entrée en vigueur**

Par sa décision du 13 décembre 2012, le Conseil synodal a accepté l'Ordonnance concernant l'activité de conseil, le soutien et la surveillance (ordonnance CSS) et a mis celle-ci en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Cette ordonnance règle, entre autres, les compétences et la marche à suivre dans des procédures de résolution des conflits dans les paroisses et les arrondissements ecclésiastiques. L'art. 10, al. 3 de l'ordonnance CSS prévoit que les paroisses peuvent solliciter une contribution financière à titre de soutien si les démarches pour la résolution d'un conflit dépassent leurs possibilités financières et si l'autorité compétente a approuvé les moyens nécessaires.

Conséquence de l'introduction d'une nouvelle planification des postes pastoraux, en avril 2015, certaines paroisses seront obligées de réduire leur postes plus rapidement que prévu lors du départ des actuels titulaires. Cette réalité n'est pas sans susciter une série de questions et entraîner, parfois, des processus de réorientation très complexes. Des demandes de cofinancement pour les activités de conseil vont donc augmenter. La nouvelle ordonnance prévoit que toutes les activités de conseil en lien avec les changements structurels et/ou avec la résolution de conflits aigus pourront faire l'objet d'un soutien financier. Le soutien se limite néanmoins aux coûts résultant de consultations externes. En principe, une seule contribution peut être octroyée par projet d'activité de conseil. Si une paroisse reçoit une contribution pour une activité préventive de conseil et se voit tout de même confrontée à une situation de conflit, elle peut présenter une nouvelle requête, étant donné que l'activité de conseil pour résoudre un conflit représente un nouveau processus visant très probablement un autre objectif. Sont pris en compte les coûts directs inhérents à l'activité de conseil (TVA et frais inclus) que la paroisse doit assumer dans le cadre d'activités de conseil requises. Pour pouvoir être imputée au titre de l'ordonnance, l'activité de conseil doit avoir été menée par une conseillère ou un conseiller figurant dans le registre des conseillères et conseillers recommandés tenu par les Eglises réformées Berne-Jura-Soleure (art. 3). Cependant, les paroisses doivent avoir au préalable sollicité les offres de conseil proposées par les institutions existantes (p. ex. ministère pastoral régional, déléguée ou délégué aux affaires ecclésiastiques, Services généraux des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure) et ne pourront faire appel à des consultants externes que si ces offres sont épuisées (art. 4). L'art.

5 recense les aspects qui sont pris en compte lors de la fixation de la contribution aux coûts: la capacité fiscale de la paroisse requérante, la taille et la situation financière de la/des paroisse-s concerné-e-s, l'ampleur et l'importance du projet pour la/les paroisse-s. Le montant maximal de la contribution par demande est fixé à CHF 20 000.

Le Conseil synodal a fixé l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le texte sera disponible dans le Recueil des lois ecclésiastiques sous le numéro RLE 61.170.

Il existe la possibilité de commander les textes juridiques en version papier auprès des Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, Services centraux, Altenbergstrasse 66, case postale, 3000 Berne 22. (Veuillez joindre une enveloppe-réponse affranchie à votre commande.)  
[www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > publications > recueil législation

## INFORMATION ZUR SPITALSEELSORGE

# Spitalseelsorge in revidierter Spitalversorgungsverordnung verankert

Der Regierungsrat des Kantons Bern hat am 16. September 2015 die Kriterien für qualitativ gute und wirtschaftlich erbrachte Spitalleistungen in der Verordnung zum Spitalversorgungsgesetz näher konkretisiert.

Spitäler, welche den kantonalen Leistungsauftrag erhalten wollen, müssen gemäss Spitalversorgungsverordnung (SpVV Art. 15a und 15b) Spitalseelsorge einrichten und finanzieren. Dies ist bei mehreren Spitälern heute nicht der Fall. Die Verordnung tritt auf den 1. Dezember 2015 in Kraft.

Weitere Informationen finden Sie unter [www.spitalseelsorgebern.ch](http://www.spitalseelsorgebern.ch).

Der Bereich Sozial-Diakonie koordiniert das weitere Vorgehen.

Information bei Pascal Mösli, [pascal.moesli@refbejuso.ch](mailto:pascal.moesli@refbejuso.ch),  
Tel. 031 340 25 81.

**F** Information concernant l'aumônerie d'hôpital  
**Aumônerie hospitalière ancrée dans l'ordonnance révisée sur les soins hospitaliers**

Le 16 septembre 2015, le Conseil exécutif du canton de Berne a défini plus concrètement, dans l'ordonnance relative à la loi sur les soins hospitaliers, les critères de qualité et d'économicité des prestations hospitalières.

Les hôpitaux qui désirent recevoir le mandat de prestation cantonal doivent introduire et financer l'aumônerie hospitalière selon l'ordonnance sur les soins hospitaliers (OSH art. 15a et 15b). Ce n'est pas le cas actuellement dans plusieurs hôpitaux. L'ordonnance entre en vigueur au 1<sup>er</sup> décembre 2015.

Vous trouverez de plus amples informations sous [www.spitalseelsorgebern.ch](http://www.spitalseelsorgebern.ch).

Le secteur Diaconie coordonne les prochaines étapes.

Renseignements auprès de Pascal Mösli,  
[pascal.moesli@refbejuso.ch](mailto:pascal.moesli@refbejuso.ch), tél. 031 340 25 81.

## ZAHLEN FÜR DIE STATISTIK

# Kirchliche Handlungen 2015

Um die Zahlen der kirchlichen Handlungen 2015 zu ermitteln, werden die Kirchgemeinden um Mitarbeit gebeten. Sie erhalten mit diesem Kreis Schreiben zwei Formulare für die Meldung der Handlungen, mit der Bitte, ein Exemplar ausgefüllt bis zum 31. Januar 2016 zu senden an: Reformierte Kirchen Bern-Jura-Solothurn, Zentrale Dienste, «Handlungen», Postfach, 3000 Bern 22. Das zweite Formular ist für die Kirchgemeinde.

Das Formular ist durch den Kirchgemeinderat zu unterzeichnen. Im Auftrag des Kirchgemein-

rates kann das Formular auch durch die zuständige Verwaltungsleitung der Kirchgemeinde (bzw. Sekretariatsleitung) unterzeichnet werden. Der Synodalrat dankt den Kirchgemeinden für die fristgerechte Zustellung.

Das Formular ist elektronisch abrufbar unter:  
[www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > Publikationen > Kirchliche Statistik

Die unterzeichneten Formulare können auch eingescannt und an [zd@refbejuso.ch](mailto:zd@refbejuso.ch) gesandt werden.

## F Chiffres pour la statistique Actes ecclésiastiques 2015

Afin de déterminer le nombre des actes ecclésiastiques effectués en 2015, les paroisses sont invitées à nous fournir les informations nécessaires. Parmi les pièces jointes à cette Circulaire, vous trouverez deux formulaires destinés au recensement des actes ecclésiastiques. Vous voudrez bien en renvoyer un exemplaire dûment rempli jusqu'au 31 janvier 2016 à l'adresse suivante: Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, Services centraux, «Actes ecclésiastiques», case postale, 3000 Berne 22. Le second exemplaire est destiné à vos archives.

Le formulaire devra être signé par le conseil de paroisse. Sur ordre de ce dernier, le document pourra également être signé par le ou la responsable de l'administration paroissiale (respectivement préposé-e au secrétariat). Le Conseil synodal remercie les paroisses pour le renvoi du formulaire dans les délais impartis.

Les formulaires remplis et signés peuvent également être scannés et envoyés par courrier électronique à [zd@refbejuso.ch](mailto:zd@refbejuso.ch). Le formulaire est désormais également disponible en format électronique sous: [www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > publications > statistique ecclésiastique

## JAHRESKONTROLLE FÄLLIG

### Kirchliche Register

Gemäss Kirchenordnung (Art. 13 Abs. 4) sind die kirchlichen Register alljährlich vom Kirchgemeinderat zu überprüfen.

Die Kirchgemeinderatspräsidentinnen und -präsidenten erhalten mit diesem Kreisschreiben ein Meldeformular «Kirchliche Register». Sie werden gebeten, dieses bis spätestens 31. Januar 2016 ausgefüllt an die Reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn, Zentrale Dienste, «Register», Postfach, 3000 Bern 22, zurückzusenden. Die unterzeichneten Formulare können auch eingescannt und elektronisch an [zd@refbejuso.ch](mailto:zd@refbejuso.ch) gesandt werden.

Das Formular ist neu auch elektronisch abrufbar unter: [www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > Publikationen > Kirchliche Statistik

## F Contrôle annuel Registres ecclésiastiques

Conformément au Règlement ecclésiastique (art. 13, al. 3), la tenue des registres ecclésiastiques doit être contrôlée chaque année par le conseil de paroisse.

A cet effet, les présidents-e-s de paroisse reçoivent, avec cette Circulaire, un formulaire «Rapport sur la tenue des registres ecclésiastiques». Ce dernier est à retourner, dûment rempli, jusqu'au 31 janvier 2016 aux Eglises réformées Berne-Jura-Soleure, Services centraux, «Registres ecclésiastiques», case postale, 3000 Berne 22. Les formulaires remplis et signés peuvent également être scannés et envoyés par courrier électronique à [zd@refbejuso.ch](mailto:zd@refbejuso.ch).

Le formulaire est désormais également disponible en format électronique sous [www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > publications > statistique ecclésiastique

## WEIHNACHTSKOLLEKTE 2015

### Weihnachten erneuert!

Jugendliche erneuern die Gesellschaften Afrikas und auch unser Zusammenleben. An Weihnachten ist diese Feststellung nicht lapidar, sondern Teil der Hoffnung, dass die Geburt des Kindes die Welt verändert.

In Ruanda und in Kamerun sind der fehlende Zugang Jugendlicher zu Bildung und die Jugendarbeitslosigkeit schwere Bürden. Alte und teilweise korrupte Eliten bestehen auf ihrer Macht und lassen es nicht zu, dass der Staat in die Jugend investiert.

In beiden Ländern arbeitet das Département Missionnaire, DM-échange et mission, mit den presbyterianischen Kirchen zusammen, die mit spezialisierten Organisationen Jugendlichen Zugang zu schulischer Bildung ermöglichen. In Ruanda besteht der grösste Teil der Arbeit darin, die Jugendlichen von der Strasse zu holen und ihre Begleitung und Basisschulbildung zu gewährleisten. Das Programm in Kamerun dagegen ist stärker darauf ausgerichtet, eine praxisbezogene Berufsausbildung zu bieten.

Zwei Drittel der Weihnachtskollekte sind für diese Arbeit von Partnern des DM-échange et mission in Afrika bestimmt.

Der zweite Teil der Weihnachtskollekte kommt dem Verein Bernische Dachorganisation für Heimatsprachkurse zugute. Gerade jugendliche Migrantinnen und Migranten leben in zwei Welten. Das schnelle Erlernen der deutschen Sprache spielt für sie deshalb eine wichtige Rolle. Immer wieder zeigt sich, dass für den Spracherwerb einer Zweitsprache gute Grundlagen in der eigenen Muttersprache wichtig sind. Kantonale Stellen anerkennen dies, indem sie Schulräume für Heimatsprachkurse zur Verfügung stellen. Die meisten Lehrkräfte erfüllen ihre Aufgabe unentgeltlich oder erhalten kleine Elternbeiträge. Der Verein Bernische Dachorganisation für Heimatsprachkurse fördert die Qualität dieser Angebote und setzt sich für deren Finanzierung ein. So wird die Verschiedenheit der jungen Menschen anerkannt und gleichzeitig ihre Integration in der Schweiz unterstützt.

Die Gesellschaften in Ruanda, Kamerun und der Schweiz werden durch die Bildung und die Integration Jugendlicher gestärkt; auch das ein Beitrag, damit der weihnachtliche Neuanfang kein leeres Versprechen bleibt.

Der Synodalrat bedankt sich herzlich für Ihre Spende.

Weitere Informationen zur Weihnachtskollekte:  
[www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > **Strukturen** > **Finanzen** > **Kollekten**

## **F** Collecte de Noël 2015 **Noël, source de renouveau!**

Les jeunes participent au renouveau des sociétés d'Afrique; mais les jeunes sont aussi les acteurs de notre vivre ensemble. A Noël précisément, cette affirmation n'est pas fortuite mais elle s'inscrit dans la transformation du monde que la venue de l'enfant nous fait espérer.

Au Rwanda et au Cameroun, l'accès insuffisant à la formation et le chômage endémique sont les obstacles majeurs que les jeunes doivent affronter. Les anciennes élites, en partie corrompues, confisquent le pouvoir et ne veulent pas que l'Etat investisse dans la jeunesse.

Dans les deux pays, le Département Missionnaire DM-échange et mission collabore avec les Eglises presbytériennes qui elles-mêmes s'associent à des organisations spécialisées pour offrir aux jeunes un accès à la formation scolaire. Au Rwanda, la plus grande partie du travail consiste à sortir les jeunes de la rue, à leur offrir un accompagnement et à les scolariser. Au Cameroun, le

programme est davantage centré sur la formation professionnelle en entreprise.

Les deux tiers de la collecte de Noël sont destinés à soutenir ces programmes des partenaires du DM-échange et mission en Afrique.

Le tiers restant est attribué à l'organisation faîtière bernoise des cours de culture dans la langue maternelle. Pour les jeunes issus de la migration, vivre entre deux mondes est une réalité quotidienne. Un apprentissage rapide de nos langues nationales est essentiel pour eux. Il est fréquemment réaffirmé que de bonnes connaissances dans sa langue maternelle sont nécessaires pour apprendre d'autres langues. Les pouvoirs publics cantonaux manifestent qu'elles reconnaissent la validité de ce constat en fournissant des salles dans les écoles pour des cours de culture dans la langue maternelle. Les enseignants sont la plupart du temps bénévoles ou reçoivent des modestes contributions des parents. L'organisation faîtière bernoise des cours de culture dans la langue maternelle est une association qui promeut la qualité de ces cours et s'engage en faveur de leur financement. Les cours prennent en compte la spécificité culturelle des jeunes et renforcent dans le même temps leur intégration en Suisse.

Au Rwanda, au Cameroun et en Suisse, la formation et l'intégration viennent soutenir les jeunes; cet engagement contribue à ce que le renouveau qui nous est apporté par Noël ne soit pas une promesse vide de sens.

Le Conseil synodal vous remercie de tout cœur pour votre don.

Son appel est joint à la présente Circulaire à l'intention des président-e-s de paroisses et des pasteur-e-s.

Vous le trouverez également sous  
[www.refbejuso.ch](http://www.refbejuso.ch) > **structures** > **finances** > **collectes**

## Neue Pfarrerrinnen und Pfarrer / Nouveaux ministres

Pfrn. Esther Wiesmann (neu im bernischen KD) in der Kirchgemeinde Gottstatt. Die Amtseinssetzung fand am 11. Oktober 2015 in der Kirche Gottstatt statt, als Installator wirkte Pfr. Christoph Stücklin.

Pfr. Fabio Buchschacher (neu im bernischen KD) in der Kirchgemeinde Lotzwil. Die Amtseinssetzung fand am 25. Oktober 2015 in der Kirche Lotzwil statt, als Installator wirkte Pfr. Johannes Weimann.

Pfr. Walter Friedrich (neu im bernischen KD) in der Kirchgemeinde Siselen-Finsterhennen. Die Amtseinssetzung fand am 1. November 2015 in der Kirche Siselen statt, als Installator wirkte Pfr. Martin Tschirren.

Pfrn. Corina Wenger (neu im bernischen KD) in der Kirchgemeinde Oberburg. Die Amtseinssetzung fand am 8. November 2015 in der Kirche Oberburg statt, als Installator wirkte Pfr. Matthias Zehnder.

Pfr. Andreas Zingg in der Kirchgemeinde Schlosswil. Die Amtseinssetzung fand am 8. November 2015 in der Kirche Schlosswil statt, als Installator wirkte Pfr. Reto Beutler.

Pfrn. Christina Marbach (neu im bernischen KD) in der Kirchgemeinde Konolfingen. Die Amtseinssetzung findet am 6. Dezember 2015 in der Kirche Konolfingen statt, als Installatorin/Installator wirken Pfrn. Beatrice Teuscher und Pfr. Hans Zaugg.

Pfr. Simon Zwygart (neu im bernischen KD) in der Kirchgemeinde Konolfingen. Die Amtseinssetzung findet am 6. Dezember 2015 in der Kirche Konolfingen statt, als Installatorin/Installator wirken Pfrn. Beatrice Teuscher und Pfr. Hans Zaugg.

Pfr. Andreas Gund in der Kirchgemeinde Steffisburg. Die Amtseinssetzung findet am 13. Dezember 2015 in der Kirche Steffisburg statt, als Installatorin wirkt Pfrn. Ella de Groot.

Pfr. Martin Thöni in der Kirchgemeinde Gampelengals. Die Amtseinssetzung findet am 20. Dezember 2015 in der Kirche Gampelen statt, als Installator wirkt Pfr. Daniel Guggisberg.

HEKS-Kampagne:

Falls Sie sich fragen, ob Spenden Sinn macht, fragen Sie ihn.

[www.fragen-sie-ihn.ch](http://www.fragen-sie-ihn.ch)

Goodwill

 **HEKS  
EPER**

 **Im Kleinen Grosses bewirken.**  
PC 80-1115-1 [www.heks.ch](http://www.heks.ch)

## Öffnungszeiten der gesamtkirchlichen Dienste

Die Büros der gesamtkirchlichen Dienste im Haus der Kirche an der Altenbergstrasse 66 in Bern sind während der Feiertage wie folgt geöffnet:

Normalbetrieb bis Donnerstag, 24. Dezember 2015, 12 Uhr, anschliessend geschlossen bis Sonntag, 3. Januar 2016. Normalbetrieb ab Montag, 4. Januar 2016.

Für besonders dringende Situationen gibt der Telefonbeantworter unter der Hauptnummer 031 340 24 24 Auskunft.

Wir wünschen allen fröhliche Weihnachten und ein gesegnetes neues Jahr.

### F Noël / Nouvel-An Horaires durant les fêtes

Durant les fêtes de fin d'année, les bureaux des Services généraux à la Maison de l'Eglise, Altenbergstrasse 66, Berne, seront occupés selon l'horaire suivant:

Fonctionnement normal jusqu'au jeudi 24 décembre 2015, 12 heures. Ensuite fermeture jusqu'au dimanche 3 janvier 2016. Horaires normaux dès lundi 4 janvier 2016.

En cas d'urgence, le répondeur automatique du numéro 031 340 24 24 vous renseignera.

A toutes et à tous, nous souhaitons un joyeux Noël et une Nouvelle Année bénie.

## LESERBRIEF

... ZU «MUSIK IN DER KIRCHE: BAUSTEIN LEBENDIGER GEMEINDEN» VON DORA WIDMER

### Für eine vielfältige Gesangskultur

Besten Dank für den fundierten Artikel «Musik in der Kirche: Baustein lebendiger Gemeinden», von Dora Widmer.

Im Artikel wird die Wichtigkeit des Gemeindegesangs und der Kirchenmusik unterstrichen. Dann wird zu Recht erwähnt, dass «die singende Gemeinde aus ganz verschiedenen Menschen mit unterschiedlichen Hörgewohnheiten und Geschmäckern zusammengesetzt ist», dass «die überaus reiche kirchenmusikalische Tradition zu pflegen und als lebendiges Erbe mit uns zu tragen sei», und dass wir uns aber auch bemühen sollten, «auch jene Menschen nicht zu vergessen, die mit Kirchenmusik zunächst gar nichts anfangen können».

Es geht also darum, die Bedürfnisse der verschiedenen «Gesangs-/Musik-Kulturen», z. B. jung – alt, klassisch – modern, volkstümlich – international, ernst zu nehmen und zu versuchen, ihnen einen Platz in der Gemeinde zu geben. Dies ist kein einfaches Unterfangen, zugegeben, aber durchaus möglich, denn «wo ein Wille ist, ist auch ein Weg». Deshalb bin ich mit dem Schlusssatz des Artikels gar nicht einverstanden: «Lasst uns beharrlich schöne Gottesdienste feiern, mit denen und für die, die heute da sind!» Und die andern? Sie nehmen dann eben in anderen Kirchen an Gottesdiensten teil, welche ihrer «Gesangs-/Musik-Kultur» besser entsprechen.

Interessant, was im Porträt Antonio Garcia zu lesen ist: Er findet es beispielsweise sehr paradox, dass der Lutherchoral während der Reformation an Volkslieder angelehnt und deren Liedtext verändert wurde.

Heute hingegen darf man gar nichts verändern an den Gesängen, die zu einer unantastbaren Referenz geworden sind. «Wie wäre es mit einer Erneuerung der Kirchen-Gesangskultur zum Lutherjahr 2017? Luthers Vorgehen beim Erarbeiten von christlichem Liedgut wurde schon oft praktiziert und hat dadurch zu verschiedenen Zeitepochen und in verschiedenen Kulturen, auch in der europäischen, sogar in der schweizerischen, viele Menschen angesprochen und tief berührt. Ethnomusikologen könnten hier viele ermutigende Beispiele anfügen.

Wenn die reformierten Kirchen nur noch die kirchenmusikalische Tradition pflegen sollten und sich der Herausforderung nicht stellen würden, auch Gottesdienste mit neueren «Gesangs-/Musik-Kulturen» zu feiern, fürchte ich, dass sich die Kirchen noch mehr leeren und die Jugendlichen erst recht nicht mehr anzusprechen sind. Ich wünsche mir deshalb sehr, dass sich die Gesangskultur in den reformierten Kirchen weitert und vielfältiger wird, damit Gottes Lob von jeder Generation, wengleich auf verschiedene Weise, auch weiterhin, und sogar noch mehr, erklingen kann.

*Marcel Gasser, Orpund*

